IHEDN
MIDI-PYRENEES

Ariège – Aveyron – Haute-Garonne - Gers – Lot

Hautes-Pyrénées - Tarn - Tarn et Garonne

RAPPORT DE L'ASSOCIATION DES AUDITEURS

DE L'INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE

REGION DE TOULOUSE – MIDI-PYRENEES

CUBA est un certain Post-castrisme ?

Cycle d'études 2009-2010

Rapporteur : *Catherine GIMENEZ*
Groupe de travail de Toulouse (Mardi)

Liste des membres de l'AR 19 Midi-Pyrénées qui ont contribué à la réflexion sur le sujet proposé et à la rédaction du présent rapport :

Rapporteure Générale : Catherine GIMENEZ

Groupe de travail de l'Ariège :

Claude ALIQUOT - Albert ANOUILH - Fabrice BOCAHUT - Jacques BOISGARNIER - Stéphane BURGUE - Stéphane CHENEL - Jean-Louis DOUMERC - Christian FOURNET - Christian GAJAN - Georges-Patrick GLEIZE - Nicole GLEIZE- Gérard HULOT - Jean LOZES - Michel PECHIN - Claude PRONO - Ludovic SEREE de ROCH - Frédérique THIENOT.

Groupe de travail de Toulouse (Mardi) :
Marcel BLANDIN - Françoise BRAULT-NOBLE - Arlette CROUAIL - Alexandre DESSEILLES - Roland GOSSELIN - François HEBRARD de VEYRINAS - Michelle HUMBERT - France LE BASTARD - Robert MAZEL – Georges VAN HAVERBEKE.

S O M M A I R E

INTRODUCTION

I - UNE ANALYSE DU CASTRISME.
Un pouvoir sans partage depuis près d'un demi siècle.

11- La doctrine et son évolution dans le temps.

12- Un bilan mitigé et discutable.

13- L'environnement politico-socio-économique cubain et ses acteurs (opportunisme et paradoxes).

II - L'APRES CASTRISME.
« un mystère à éclaircir ».

21- Nouvelle situation, les enjeux ?

22- Les scénarii possibles : succession ? évolution ? révolution ? pourrissement ?

23- La deuxième révolution; économie d'énergie et écologie (les nouveaux défis économiques en perspective).

III - LES RELATIONS DE CUBA AVEC LE RESTE DU MONDE.
Des relations complexes, une politique opportuniste de Castro !

31- Cuba, puissance régionale ?

32- Des relations houleuses avec les EU.

33- Les relations avec l'Afrique et l'Asie.

34- Une normalisation laborieuse des relations avec l'Europe.

IV - L'UNION EUROPEENNE ET CUBA : UNE COOPERATION SOUHAITABLE.

41- L'intérêt porté par les cubains à la culture française.

42- Une coopération médicale dont nous citerons deux exemples :
- *L'association franco-cubaine de psychiatrie et de psychologie ;*
- *Les rencontres de néonatalogie.*

43- Un enjeu économique.

CONCLUSION

« *La révolution est dans l'histoire ce qu'est le médecin à la naissance d'une vie nouvelle. Il n'emploie pas sans nécessité le forceps, mais il l'emploie sans hésiter chaque fois que cela est nécessaire pour aider l'enfantement. Cette naissance apporte aux masses asservies et exploitées l'espérance d'une vie meilleure* »

Fidel Castro lors de la Seconde Déclaration de La Havane le 4 février 1962.

« *Je suis un désastre, comme mon passé, un mauvais rêve comme mon avenir et une catastrophe comme mon présent* ».

Raul Rivero poète et journaliste cubain à propos du présent et de l'avenir de Cuba

Avec la disparition de Fidel Castro, c'est la génération de la Révolution qui disparaît. De nombreuses questions se posent qu'il convient d'aborder en prenant garde de ne plaquer aucune analyse toute faite car Cuba est un système unique. En effet, Cuba est une dictature depuis janvier 1959. Les aspects privilégiés par ce régime furent la réforme agraire, l'alphabétisation générale et un système de santé pour tous les cubains.

L'avenir de Cuba reste un mystère que l'on serait curieux de percer, ou tout au moins, d'essayer d'imaginer. Les espoirs peuvent venir du rôle joué par certains dirigeants, dont Fidel Castro, dans le développement de la biotechnologie dans le domaine de la production agricole et des médicaments. Cuba est reconnue mondialement pour son système de santé.

Quelles peuvent être les orientations politiques de Cuba dans les dix, quinze années à venir et les perspectives qui en découlent ? Un retour à la démocratie est-il envisageable, possible, souhaité ? La disparition du « chef » ne risque-t-elle pas d'entraîner la crise et le chaos ? …Une constitution existe, mais Fidel n'en a jamais tenu compte !

Par ailleurs, il parait intéressant de s'interroger sur la place que Cuba tient et entend tenir sur le plan régional, dans le monde et plus particulièrement sur les perspectives d'avenir des projets de développement et de coopération, entre l'île et l'Union européenne. Leonel.Fernandez, président de la République de Saint-Domingue déclarait récemment : « L'Europe entretient des relations avec la Chine qui n'a pas renoncé à son régime communiste. Pourquoi pas avec Cuba?...La nature du régime ne doit pas être un obstacle. L'Europe doit normaliser ses relations avec l'île. »

À l'heure où l'après castrisme est d'actualité une véritable relève des générations semble, à court terme, inévitable. Face aux graves difficultés du développement économique, face aux inégalités et à la corruption, face enfin à la menace toujours réelle d'une ingérence américaine, la future direction pourrait avoir du mal à asseoir sa légitimité. Le charisme paternaliste du leader historique ne fait plus recette, mais comment sera-t-il possible d'inventer un système de substitution plus démocratique tout en conservant ce qui reste des acquis sociaux ? Les risques que court la direction post-castriste sont loin d'être négligeables. Cependant, et même face à un avenir pour le moins incertain, l'Union Européenne et la France ont, dès à présent, un rôle à jouer.

I
UNE ANALYSE DU CASTRISME
(Un pouvoir sans partage depuis près d'un demi-siècle).

De la naissance à La Havane en 1853 de José MARTI, célèbre défenseur des opprimés d'Amérique latine, chef militaire, poète, auteur de la chanson célèbre « Guantanamera », jusqu'en 1944, date du départ de Fulgencio BATISTA pour les Etats-Unis, Cuba a vécu cent ans de servitude, d'inquiétude et d'aventure.
C'est pourtant BATISTA, qui a autorisé, contre toute attente, le Parti communiste en 1938. De retour à Cuba en 1952 avec l'appui des Etats-Unis, ce même homme va faire le lit du soulèvement castriste qui aboutira en 1959, le 1er janvier, à l'entrée triomphale de Fidel CASTRO, de son frère Raoul, de Camillo CIENFUEGOS et de CHE GUEVARA dans la capitale cubaine.

Quelle révolution Fidel CASTRO et ses compagnons venaient-ils mettre en place ?
Essentiellement un changement radical en faveur de la justice sous toutes ses formes, politique, économique et sociale.
En ce sens, le marxisme castriste s'apparente à la démocratie libérale et au pan-américanisme de Simon BOLIVAR en Amérique latine au XIXè siècle.

11- La doctrine, son évolution dans le temps.

Par son libéralisme, le marxisme castriste des origines ressemble ainsi aux divers socialismes français de la première moitié du XIXè siècle.

Ce n'est que progressivement que le castrisme en viendra à s'identifier au marxisme léninisme, bien que dès ses premiers instants la révolution cubaine ait montré son attachement à certaines idées de Marx.
Toutefois, le marxisme castriste rejette certains aspects et certaines pratiques du marxisme léninisme, à savoir qu'il se montre franchement opposé au dogmatisme, à la bureaucratie et au sectarisme.
On peut dire qu'en un sens le castrisme constitue une hérésie marxiste léniniste. Et en même temps le castrisme se donne pour objectif d'appliquer un marxisme plus pur à la situation spécifique de Cuba, à savoir le prétendu impérialisme américain, une économie de monoculture et un développement politico-économique initial très faible.
Il s'agit donc pour Fidel CASTRO et ses compagnons de réaliser la synthèse des concepts marxistes et des idées bolivariennes.
CASTRO apparaît ainsi comme un communiste non engagé, attaché en premier lieu au nationalisme, le marxisme ne venant qu'en seconde position.

On comprend dès lors que les événements aidant (embargo américain sur les exportations cubaines, affaire de la baie des Cochons, exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats américains, blocus économique et commercial des Etats-unis), l'Union soviétique en ait profité pour s'implanter dans la région, fournissant notamment à Cuba une aide massive en armes, matériels, conseillers et techniciens.

Alors que les débuts de la révolution cubaine ont consisté, simplement pourrait-on dire, à renverser la précédente constitution, à contrôler l'armée en la plaçant sous le commandement de Raoul CASTRO, à décréter la réforme agraire et à nationaliser les entreprises, l'arrivée de l'Union Soviétique va sanctuariser et radicaliser cette révolution en la « protégeant » de ses missiles, en

l'instrumentalisant jusqu'à provoquer une crise majeure internationale créant les conditions d'une guerre nucléaire qui sera évitée de justesse.

Couronnement des efforts de cette influence doctrinale soviétique, Cuba va se doter d'un Parti communiste cubain (PCC) dont Fidel CASTRO va devenir le secrétaire général, se calquant ainsi sur le modèle afin de mériter encore davantage l'aide soviétique en matière économique et finalement l'intégration dans le COMECON.

Cette main mise soviétique sur les affaires cubaines va durer plus d'un quart de siècle jusqu'à la chute du mur de Berlin qui mettra un terme à cette guerre de position imposée par la guerre froide. Entre temps, Cuba a adopté une constitution socialiste en 1976 et s'est donc nettement rangée du côté de son mentor et protecteur.

Durant ces quelques vingt-cinq années, au-delà de l'empreinte purement politique, l'aide soviétique a porté ses fruits en matière économique puisque grâce aux achats du sucre cubain très au-dessus du cours mondial, les autorités cubaines ont pu mettre en œuvre une grande politique d'éducation et de santé.

12- Un bilan mitigé et discutable.

Parallèlement à la radicalisation politique interne qui fait fuir, avec l'autorisation du gouvernement, des milliers de Cubains vers la Floride, l'ouverture de Cuba sur le monde et même son rayonnement en étonnent plus d'un. L'Afrique, toute l'Amérique latine et l'Asie reçoivent une aide médicale gratuite, mais aussi pour certains, une aide militaire massive. Cette expansion, pour ne pas dire cet expansionnisme, cesse en 1990 peu après le départ des Soviétiques qui remportent avec eux les subsides généreusement dispensés jusque-là.
Cuba connaît alors ses premiers désenchantements, le rationnement, le désespoir des populations et même les émeutes. Ceux qui veulent quitter l'île n'en ont plus l'autorisation. Cuba est cernée de toute part et isolée de tout, accusée d'être un des berceaux du terrorisme et contrainte par les Etats-unis à un embargo encore plus sévère.
Fidel CASTRO va alors, tout en maintenant une pression intérieure inflexible, chercher à rouvrir son horizon extérieur, vers le Venezuela, vers l'Union européenne, vers ses premiers voisins caribéens, vers l'ONU qui votera à la quasi unanimité contre l'embargo des Etats-unis.
Aujourd'hui, après le retrait de la devise américaine en 2004, l'économie cubaine est reprise en main, entièrement sous le contrôle de l'Etat tandis que l'île exporte toujours ses excellents praticiens et en espère en échange des retours commerciaux, notamment de la Bolivie et du Venezuela qui en 2006 ont signé avec elle le Traité commercial des peuples.
Depuis cette date, Fidel CASTRO malade dirige le pays en coulisse. Son frère Raul le remplace sur le devant de la scène et se montre le digne alter ego de Fidel. Il réaffirme la continuité du régime tout en reconnaissant implicitement que des réformes économiques s'imposent. Elu président du conseil de l'Etat en 2008, il est bien perçu par la communauté internationale, notamment par l'Europe, même si l'embargo de son grand voisin subsiste. Cuba est de nouveau membre de l'OEA depuis 2009 et est en train d'acquérir une nouvelle forme de notoriété.

En matière de bilan, on ne peut ignorer les réels acquis de la Révolution en ce qui concerne l'alphabétisation, l'éducation, un minimum de qualité de vie pour tous, le développement d'une conscience sociale et morale de très haut niveau, le plein emploi, la mise sur pied de grandes et petites entreprises, l'atteinte du plus bas taux de mortalité infantile (5,4 pour 1 000 en 2005), la création de réserves de la biosphère, la construction de centaines d'hôtels et d'auberges de jeunesse et surtout de centres hospitaliers pouvant accueillir 20 000 étudiants latino-américains en médecine. Sur le plan de la santé, Cuba est souvent qualifiée de capitale de la médecine mondiale.

Les grandes et incontestables réussites nées de la Révolution ne parviennent plus à masquer les profondes contradictions du régime et le chaos dans lequel s'enfonce Cuba. En effet, les contradictions de la société sont évidentes et inquiétantes. Fidel Castro n'est plus écouté comme il l'était dans le passé et sa légitimité s'est émoussée. Son discours est décalé par rapport aux problèmes quotidiens qu'affrontent la majorité des Cubains.
La population a dû supporter les effets terribles de la crise liée à l'effondrement économique consécutif à l'implosion de l'Union Soviétique. La dualité monétaire et le taux de change entre le dollar et le peso ont profondément affecté les Cubains travaillant dans le secteur public, dont les revenus sont en pesos. L'alimentation est très chère dans les supermarchés ou sur les marchés paysans libres et la « libreta » (le carnet de rationnement) ne permet de se nourrir que pendant 10 à 12 jours par mois. Les coupures de courant de plusieurs heures. Les infrastructures (les canalisations d'eau entre autres) sont en très mauvais état. La Havane, ayant perdu ses proches alliés, s'est trouvée isolée sur le plan international.
Fidel Castro a du accepter avec réticence des réformes économiques, lesquelles, bien que limitées, ont introduit des inégalités très importantes entre les Cubains. La démographique a aggravé le malaise, l'écart culturel et politique s'est creusé entre la génération de la Révolution et la majorité de la population, née après 1959.
La crise économique, les réformes et la brèche ouverte dans le secteur public ont provoqué une recrudescence de la corruption. Le marché noir prospère, vendeurs ambulants etc., exercent leur activité tout en sauvegardant leur affiliation à une entreprise d'État afin de préserver leurs droits sociaux.
En résumé, les tensions économiques, sociales, politiques, démographiques imposent un changement d'orientation. Mais dans quelle direction ?

13- L'environnement politico-socio-économique cubain et ses acteurs.

(voir indicateurs en annexe 1)

Tout bouleversement politique d'ampleur est consécutif à une crise généralement dans plusieurs domaines (social, politique ou institutionnel, économique ou financier). De nombreux acteurs d'un poids variable, réel ou supposé, entre alors en jeu s'affrontant ou s'alliant au grès des événements. Celui qui prend le dessus dispose toujours, d'un leader, d'un appareil politique et d'un bras armé.
A Cuba c'est un peuple tiraillé entre fierté et difficultés quotidiennes qui fait face à un pouvoir en perte de légitimité et qui survit au travers d'institutions d'une autre époque. Le castrisme a anémié voire détruit toute vie politique.

La population :

Accablée et résignée elle se heurte de plein fouet aux effets de la crise, à l'accroissement des inégalités et au recul des valeurs morales.

La Crise économique impose des conditions de vie difficiles (salaires très bas, état des logements désastreux, alimentation très chère, coupures journalières d'électricité, infrastructures en mauvais état, etc…). Le revenu par habitant qui avait fortement chuté après la disparition de l'URSS, n'a retrouvé son plus haut niveau atteint en 1986 que vingt ans après[1]. Une émeute a éclaté à La Havane en août 1994. Elle a été jugée suffisamment grave pour que Fidel Castro se lance dans une timide politique de libéralisation de l'économie.

Les réformes, bien que limitées, ont introduit **des inégalités** très importantes entre les Cubains. Désormais, le dollar est roi indépendamment des compétences professionnelles. « La pyramide sociale s'est inversée » et avec elle les « valeurs » et l'éthique de la Révolution.

[1] Historical Statistics for the World Economy: 1-2006 AD
http://www.ggdc.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_09-2008.xls

La « double morale » illustre le **déclin des valeurs** morales qui se répand à Cuba et traduit l'impossibilité de vivre « normalement », car comme le disent de nombreux Cubains, pour survivre dans ces conditions, « il faut voler ou quitter le pays ou bien s'écrouler ».
L'écart culturel et politique s'est creusé entre la génération de la Révolution et la majorité de la population, née après 1959. Non seulement la jeunesse n'a pas connu la dictature de Batista mais aujourd'hui, les jeunes veulent disposer des biens de consommation jusqu'alors inaccessibles.
La crise économique, les réformes et la brèche ouverte dans le secteur public ont provoqué une recrudescence de la corruption ainsi que la prospérité du marché noir.

Malgré cette crise qui dure et qui s'amplifie, le régime castriste a dû faire face à quatre mouvements contestataires relativement restreints. Les trois premiers ont débouché sur un exode massif de plusieurs dizaines de milliers de personnes à chaque fois. Dans ces quatre cas, la base sociale des protestataires n'était pas suffisamment forte pour déstabiliser le gouvernement.
Les Cubains sont placés devant un dilemme. D'une part, ils sont quotidiennement confrontés à une crise sociétale extrêmement dure sans espoir d'amélioration dans le cadre actuel. D'autre part, pour eux, « la révolution est liée à l'indépendance nationale, à une certaine égalité sociale, à un certain progrès matériel et à la participation populaire »[2].
La volonté de révolte des Cubains paraît limitée mais le régime les a habitués à se mobiliser dans de grands rassemblements, ce qui pourrait un jour se retourner contre lui.

L'organisation du pouvoir :

Ce qui caractérise les institutions cubaines, c'est qu'il n'y a pas de séparation des pouvoirs. De nombreux responsables appartiennent la fois au Conseil d'Etat, au Conseil des ministres, au Bureau politique, au Secrétariat politique ainsi qu'à la haute hiérarchie militaire.

Les hommes : à Cuba, le monde politique comprend quelques caciques et il n'y a pas de relève formée. Fidel Castro, pour préserver son autorité a empêché l'émergence de personnalités capables de jouer un rôle clef dans l'avenir du pays.

Raoul Castro est président du Conseil d'Etat et par conséquent chef de l'Etat, Président du conseil des ministres. Chef des armées, il est aussi dans les faits Premier secrétaire du PCC et membre du secrétariat.

Les seules individualités capables de réformer le pays ne peuvent venir que de la nouvelle génération formée au sein du parti ou des officiers qui ont été formé en URSS au temps de la *perestroïka*.

Les institutions[3] : Cuba s'est doté d'une nouvelle constitution depuis 1976. Les nostalgiques du castrisme y voient les fondements d'une démocratie participative. Sans doute ne s'en tiennent-ils qu'au fonctionnement théorique des institutions. En effet, l'Assemblée nationale est représentée, entre deux sessions, par le Conseil d'État. (21 membres) qui entérine toutes les décisions relatives à la politique nationale ou internationale prise par son Président (Raoul Castro). Le Conseil des ministres est le gouvernement de Cuba, il est dirigé par Raoul Castro. Assemblée nationale et Conseil des ministres ont donc un rôle politique extrêmement limité.

---

[2] Etude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) Christian Nadeau
//www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03-2.pdf

[3] Etude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) Christian Nadeau
//www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03-2.pdf
Wikipédia : //fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_Cuba

Le parti communiste cubain (PCC) est organisé comme l'étaient tous les partis communistes marxistes-léninistes. Le PCC est un mouvement orthodoxe, très marquée par le modèle soviétique d'avant la *perestroïka*. Il est sclérosé, stalinien et incontournable.

« Le PCC sert de rouage administratif et de courroie de transmission, mais il n'est pas un lieu de débat. C'est un parti sans réelle cohérence idéologique, …, ses analyses et sa production théorique sont pauvres. »[4] Néanmoins, l'autorité et la légitimité passent par le contrôle du bureau politique.

L'armée : En dépit des généraux présents dans les premiers cercles du pouvoir, malgré la crainte quelle inspire à cause du potentiel répressif qu'elle représente, bien qu'elle soit omniprésente dans le secteur économique public, les Forces Armées Révolutionnaires (FAR) n'apparaissent pas, en temps que corps constitué, comme un acteur politique. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles soient exclues de ce rôle dans l'avenir.

Les FAR sont, comme le parti communiste, un passage obligé pour toute réforme d'envergure : elles ont à la fois la capacité de générer le changement, celle de l'encourager, celle de le porter ou au contraire elles sont capables de tuer dans l'œuf toute velléité.

Les autres composantes de la société[5] :

Les organisations de masse sont nationales, catégorielles et généralement uniques. Elles sont nécessaires à l'Etat pour mobiliser le corps social, s'informer, détecter les éléments indésirables.
Au nombre de neuf (parti communiste, jeunesses communistes, pionniers, élèves et étudiants, femmes, travailleurs, Comités de Défense de la Révolution,…) elles assurent un maillage étroit, général, fonctionnel et territorial de la population. Les organisations de masse, notamment les CDR, sont un point de passage obligé pour mobiliser les foules.

L'église : si 65% des Cubains sont baptisés, seuls 15% sont pratiquants. La présence de cultes d'origine africaine entraîne un syncrétisme important.
Le clergé, peu nombreux, est limité aux villes : son influence a été fortement réduite par la nationalisation de certaines institutions religieuses (hôpitaux, écoles, etc.). Cependant depuis le début des années 1990, de nouvelles perspectives s'ouvrent : la recrudescence de la foi s'affirme, les relations entre le PCC et les catholiques se sont normalisées.
L'Eglise catholique a pu ainsi recouvrer son rôle traditionnel. Elle s'est fixé trois objectifs ; s'imposer comme l'interlocuteur principal du pouvoir en choisissant de coopérer, agir en acteur social incontournable qui fait prendre conscience des dysfonctionnements, montrer que la religion catholique est constitutive des valeurs humaines. Elle constitue une force morale plutôt qu'une force politique.

Les organisations contestataires [6]: la dissidence est atomisée. Les organisations contestataires qui existent sur le sol cubain sont limitées en effectifs et souvent dans la durée, car il est illégal de contester l'Etat.

Ces organisations sont capables d'alerter sporadiquement l'opinion internationale et la contagion de leurs idées inquiètent le régime. En revanche, sans chefs de file d'envergure internationale, elles ne semblent pas en mesure d'apporter un véritable projet politique alternatif autre que celui d'un retour aux libertés fondamentales.

[4] idem
[5] Idem 2
[6] (droite libérale, organisations de défense des droits de l'homme, mouvements d'action civique et sociale, bibliothèques indépendantes).

Les acteurs périphériques :

Les forces qui agissent en sous-main sont au nombre de quatre : les coulisses diplomatiques, les services secrets, les mafias et les lobbies. On sait qu'elles existent mais leur nature contraint de se limiter à des suppositions.
La diplomatie officielle soutien le régime cubain tandis que la diplomatie parallèle prévoit la succession en distribuant des fonds et en promettant un appui politique aux éventuels successeurs.
Parmi les services secrets, trois ont plus d'importance que les autres : la CIA, le renseignement des cubains en exil, les services chinois.
La CIA est confrontée aux choix de l'administration Obama : la stabilité régionale, l'idéal de démocratie, le lobby des exilés cubains, les lobbies des multinationales. Les services des exilés cubains servent de couverture à la CIA mais ils ont des buts différents. Les services chinois sont bien implantés et informés : ils exploitent sur l'île trois stations d'écoute ou de guerre électronique.
Ces forces ont besoins de trouver des relais solides à l'intérieur du pays et ceux-ci n'existent qu'au sein du PCC et de l'armée, mais la dissidence et les Cubains en exil pourraient être une tentation surtout pour les Américains[7].

Le crime organisé [8] : dans le cadre d'une nouvelle donne qui affaiblirait le pouvoir, les cartels colombiens et mexicains bénéficieraient d'une nouvelle route vers les Etats-Unis et de sociétés locales pour blanchir leurs revenus illicites. Ils pourraient aussi prendre le contrôle de l'Etat et profiteraient ainsi d'une structure performante pour accroître leurs activités liées à la drogue, à la contrefaçon et au commerce.
La pègre cubaine n'a pas disparu avec la révolution : sa tradition, ses réseaux et ses liens laissent à penser qu'elle tentera de profiter de toute évolution politique sur l'île.

La communauté cubaine vivant aux Etats Unis représente un puissant lobby. Elle regroupe 1,3 million de personnes dont environ la moitié habite Miami. Son dynamisme tient à sa prospérité économique (échanges commerciaux avec l'Amérique du Sud, fonds américains pour lutter contre Castro) et à son rôle dans la vie politique des Etats-Unis (poids électoral significatif en Floride). De puissantes associations militent en faveur du maintien de l'embargo économique, commercial et financier après avoir régulièrement tenter d'assassiner le dictateur cubain ou de saboter l'économie de l'île.
Les exilés ont longtemps exercé un pouvoir de nuisance visant à abattre ou affaiblir le régime castriste sans être en mesure de fournir une alternative politique crédible Aujourd'hui, plus de la moitié de cette communauté ne connaît pas Cuba et l'idée de laisser le régime castriste s'effondrer de lui-même fait son chemin. Par ailleurs, il ne faut pas non plus compromettre les chances d'un juteux business.

Les médias et les télécommunications :

Les médias sont strictement encadrés : il n'existe aucune possibilité de diffusion d'informations en dehors des médias "officiels".

Le Net[9] reste hors de portée de la majorité de la population, en raison du coût des ordinateurs et des connexions et de la lenteur de ces dernières. Deux réseaux parallèles coexistent sur l'île : le réseau international réservé à de rares particuliers ainsi qu'aux hôtels et un intranet cubain limité.

[7] Avec le succès qu'on leur connaît en Irak où il n'ont pas voulu s'appuyer sur le régime bassiste.
[8] *STRATFOR Global Intelligence* http://cubanintelligence.com/wp-content/uploads/2009/07/organized-crime-in-cuba.doc
[9] http://www.rsf.org/fr-ennemi36626-Cuba.html

La télévision se limite à deux chaînes généralistes, deux chaînes culturelles. La Radio comprend de nombreuses stations nationales et locales. Le brouillage de Radio Marti, basée à Miami, semble relativement inefficace. Le téléphone portable est, depuis peu, accessible aux Cubains les plus aisés. La presse écrite comprend de nombreux titres : *Granma*, le seul quotidien national, est le porte-parole du PCC.

Le régime ne dispose pas de moyens techniques suffisants pour bloquer toutes les informations en provenance de l'étranger par Internet ou par radio-télédiffusion.

II
L'APRES CASTRISME
« un mystère à éclaircir ».

21- Nouvelle situation, les enjeux ?

Même si Castro est aujourd'hui honni par la majorité des Cubains, il garde à leurs yeux la légitimité historique de celui qui a libéré l'île des Yankees et qui lui a donné son indépendance. Sa disparition va libérer des forces qui ne peuvent s'exprimer aujourd'hui et des groupes d'intérêts divergents dont on ne peut pas prévoir le jeu. « La mort de Fidel ouvrira la boîte de Pandore. Tous les systèmes de contrôle du régime seront court-circuités. Tout peut arriver, de la transition pacifique à la guerre civile. »
La Révolution cubaine a mal vieilli. Les libertés ont fait naufrage et La Havane n'est plus que le cimetière des illusions perdues. Castro reste pratiquement le seul à considérer son bilan comme globalement positif.
Dans ce contexte la question se pose de savoir si l'après castrisme se fera dans la continuité ou bouleversement ?
Cette question préoccupe légitimement à la fois les Cubains et ceux qui s'intéressent à l'avenir de la Révolution castriste depuis 1959. Peut-on envisager une évolution tranquille, un minimum de changement dans la continuité ? Doit-on redouter de grands bouleversements, avec, par exemple, une invasion américaine et un retour de la mainmise de la pègre capitaliste de Miami sur l'économie cubaine ?

22- les 4 scénarii politiques possibles
Succession ?, Evolution ?, Révolution ?…Le pourrissement ?

La succession : Inquiet, soucieux de continuité, Fidel Castro avait en juin 2002 fait modifier la Constitution pour y inscrire à l'encre indélébile « le caractère irrévocable du socialisme ». Peut-on imaginer que le vide créé par la disparition de Fidel Castro puisse être comblé durablement par une équipe de direction collective du PCC ? C'est en effet le PCC que Raúl Castro a cité comme étant le « seul héritier digne de Fidel Castro, en tant qu'institution qui regroupe l'avant-garde révolutionnaire ». Il est fort possible que le système perdure en raison de la solidité de ses institutions ainsi que de l'expérience acquise par les acteurs politiques tout au long des quarante et quelques dernières années. Dans l'hypothèse où ils seraient prêts à assumer la relève et à accepter de partager le pouvoir, la transition est possible, quoique malaisé, mais ne devrait pas mener au chaos en raison de la fidélité du peuple cubain au castrisme.
Certes Raúl Castro, d'une santé fragilisé par une consommation d'alcool soutenue, perçu comme le successeur de Fidel, n'a ni la force, ni la profondeur, ni le charisme de son frère. D'autres personnalités se révèleront car Cuba ne manque pas de brillants intellectuels, de juristes, d'économistes et de sociologues qui voudront assumer le « suivi » des acquis de la Révolution.

Le partage du travail entre Raúl et Fidel Castro (à Fidel la stratégie, à Raúl l'organisation) préservait l'unité des FAR, mais cette synthèse familiale arrive à son terme. Le schéma prévu faisant reposer la succession institutionnelle sur Raúl Castro, relayé par le PCC, n'est pas viable à long terme. À terme, de nouvelles institutions devront émerger. La tâche risque d'être particulièrement difficile lorsqu'il faudra à la fois mettre en œuvre une nouvelle politique économique et définir un projet démocratique alternatif, tout en préservant les conquêtes de la Révolution.

La Révolution : Le peuple cubain a toléré beaucoup de choses de Fidel. En tolérera-t-il autant de ses successeurs ? La réponse est évidente. La maladie de Fidel Castro annonce une autre époque. Les dissidents imaginent par contre que le régime sera renversé puisqu'il ne repose, pensent-ils, que sur la peur de la répression et un système de délation. La tentation pourrait être grande pour l'administration américaine, appuyée par la diaspora cubaine, d'intervenir et de soudoyer le commandement militaire pour saboter le régime et écraser, une fois pour toutes, le peuple rebelle de Cuba. L'opposition castriste compte vivement sur le fait que Cuba n'est plus isolée ; en effet, Internet et le tourisme entre autres contribuent très favorablement à l'intégration de Cuba dans la communauté internationale.
Un scénario violent « à la roumaine » n'est pas totalement à exclure, mais, selon les experts, il n'est pas le plus probable, parce que les Cubains ont été traumatisés par la chute du Mur et surtout parce que la population, dans sa grande majorité, est au bout du rouleau et qu'elle n'en a plus sans doute ni la volonté politique, ni les moyens sauf à aboutir à un bain de sang. Les actuels dirigeants ne se laisseront pas déposséder de leur pouvoir.

L'évolution : Cette option de scénarios peut s'envisager de deux manières totalement différentes :
- Soit par relâchement de la contrainte, c'est-à-dire par un effacement progressif des hommes forts actuels, transition en douceur par un desserrement du régime qui le conduirait sur les chemins de l'ouverture et d'une forme de démocratie plus respectueuse de la liberté et des droits de l'Homme. Une telle évolution, presque angélique parait actuellement difficilement envisageable, comme l'annonce clairement Fidel Castro ; « Ceux qui espèrent la fin du socialisme se font des illusions ». Selon l'organisation Human Rights Watch, Raul Castro poursuit toujours la politique répressive de son frère Fidel, refuse de libérer les prisonniers d'opinion et fait arrêter les opposants jugés dangereux, c'est le cas de l'opposante Yoani Sanchez. Une transition démocratique est-elle possible à Cuba avec des acteurs qui n'ont jamais vraiment parlé ensemble ? Comment passer de la légitimité révolutionnaire incarnée par Fidel Castro à une nouvelle légalité institutionnelle sans démanteler les conquêtes de la Révolution ? Tel est le défi pour une transition lente et orchestrée.
- Soit par raidissement du régime qui aurait plus à perdre qu'à gagner en optant pour une évolution démocratique, organisant ainsi une fuite en avant l'éloignant de tout espoir de libéralisation. Le profit d'un homme comme Ramiro Valdès, ancien ministre de l'intérieur et actuel ministre de l'informatique, qui à 77 ans a dirigé la police politique du système, personnage sinistre et sans scrupules ayant participé au triomphe de la Révolution, concrétise le souhait des ultras du régime.

Le pourrissement : Un ni-oui ni-non lent, inexorable glissement d'un statu quo vers un abîme d'incertitudes, prélude à un changement plus lointain qui sera d'autant plus radical qu'il sera différé. Cette option évolutive peut rencontrer l'aval tacite et consensuel des Etats-Unis, actuellement plus soucieux de la lutte anti-terroriste (bien que Cuba figure sur la liste noire établie par les E.U.), par exemple, vis-à-vis de l'Iran, pays autrement plus inquiétant que Cuba, lequel ne doit pas devenir un point chaud à une encablure de ses frontières.

23- La deuxième Révolution; économie d'énergie et écologie.

Les nouveaux défis économiques en perspective.

Fidel Castro Ruiz, leader d'une île qui ne dispose pas de ressources énergétiques suffisantes, se doit d'aiguiser un militantisme écologique et environnemental exemplaire.
La deuxième Révolution cubaine, c'est celle de l'écologie et de la sauvegarde de l'énergie. Il s'agit pour chaque région de parvenir à l'autonomie énergétique. Cette Révolution vise à éradiquer la corruption qui gangrène la distribution des combustibles.

Cuba est une île possédant peu de sources d'énergie primaire comme le pétrole, le charbon où même l'hydraulique, qui plus est elle se trouve confrontée à l'embargo des États-Unis. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991 ne bénéficiant plus des échanges sucre contre pétrole, son économie a été totalement anéantie. De ce fait le régime cubain s'est trouvé dans l'obligation d'innover en la matière sachant que sa production d'énergie électrique centralisée et son réseau de distribution vétuste entraînaient des coupures d'électricité longues et fréquentes .
En conséquence, dés 2006, le gouvernement cubain, conscient de ces problèmes, se lance dans un programme appelé "La Révolucion Energética" (la Révolution Énergétique). Celui-ci repose sur cinq critères principaux :

L'augmentation des rendements et économie d'énergie. Pour ce faire, a été lancé dés 2006, un programme de remplacement des appareils ménagers par des appareils qui consomment moins d'énergie. A ce programme était associé celui du remplacement, par échange gratuit, des ampoules à filament en tungstène par des modèles compacts fluorescents.

L'amélioration du réseau électrique national. Pour garantir une meilleure distribution de l'énergie électrique et sécuriser ses productions contre les catastrophes naturelles ou les incursions militaires potentielles, il a été décidé de décentraliser les centres de production d'énergie électrique, tout en diversifiant les sources d'approvisionnement dont notamment celles produites localement et de manière pérenne. Ainsi près de 2 000 micro centrales électriques à diesel ont été réparties dans tout le pays permettant une décentralisation de la production d'énergie et 4 000 unités de secours ont été mises en place dans des lieux stratégiques comme les hôpitaux, les écoles…

Le recours aux énergies dites renouvelables. Plus de 100 stations éoliennes sont en cours d'installation, réparties sur l'ensemble du territoire et une première centrale électrique solaire vient d'être reliée au réseau. A ces ensembles sont associées de nombreuses micro centrales électriques dont la source d'approvisionnement est l'énergie des rivières ou des courants marins. Dans les zones rurales ont été implantées des stations solaires autonomes et des stations de biogaz recyclant des déchets animaliers pour fabriquer du combustible. Tous ces ensembles, associés à un renouvellement du réseau de distribution ont permis à Cuba de supprimer les coupures d'électricité intempestives, de diminuer sa dépendance énergétique et d'améliorer sa balance commerciale.

La participation des travailleurs sociaux à la révolution énergétique. Afin de contribuer à la justice sociale dans l'île, une petite armée de jeunes travailleurs sociaux a été créée en 2000, chargée de participer à la Révolution Énergétique en diffusant, auprès de la population, l'information sur les économies d'énergique et en visitant maisons, bureaux et usines notamment pour changer les ampoules. Ces jeunes ont également été chargés par le ministère de l'agriculture d'aider à économiser l'énergie lors des récoltes de sucre et de veiller à la réorganisation des transports en commun.

La coopération internationale. "La Revolucion Energética" cubaine a été exportée vers d'autres pays de l'Amérique du Sud, particulièrement dans le cadre de l'ALBA (Alternative Bolivarienne

pour les Amériques) et de la ZLEA (Zone Libre Échange des Amériques) ou des échanges avec le Venezuela. Au même titre que les médecins cubains partis à travers le monde apporter leurs compétences, des scientifiques et des techniciens fournissent et installent des panneaux solaires au Venezuela, en Bolivie, au Honduras, en Afrique du Sud, au Mali ou au Lesotho. Nous constatons ainsi que, grâce à ces dispositifs diversifiés, parfois aussi minimes soient-ils, Cuba a diminué sa consommation de kérosène de 66%, celle de gaz de 60% et celle d'essence de 20%.

III
LES RELATIONS DE CUBA AVEC LE RESTE DU MONDE

Des relations complexes, une politique opportuniste de Castro !

Bien des choses ont changé depuis les années difficiles qui ont suivi le retrait de l'aide soviétique, Castro compte maintenant sur l'appui du Venezuela, de la Bolivie et de la Chine.
Depuis 2008 Cuba sort peu à peu de son isolement. Raul Castro est plutôt bien accueilli par la communauté internationale**.** On assiste en Amérique latine à l'élection de gouvernements de gauche, le Venezuela, la Bolivie, le Brésil, le Chili et bientôt fort probablement le Mexique et le Nicaragua. Les relations avec l'Union européenne s'améliorent (levée officielle des sanctions imposées par les 27), et Cuba intègre le groupe de RIO (23 pays d'Amérique Latine). Enfin, en 2009 l'exclusion de Cuba de L'OEA décidée en 1962 est annulée et avec l'arrivée de Barack Obama, la politique des EU prend une nouvelle orientation.

31- Cuba puissance régionale ?

Depuis la fin de l'ère soviétique, qui a entraîné la période spéciale, Cuba a dû se repositionner pour trouver de nouveaux alliés. Opportuniste, Fidel Castro s'est de nouveau tourné vers le plan régional mais avait il vraiment détourné son regard durant l'ère soviétique ? Cela ne semble pas être le cas car la guerre froide se jouait aussi sur le continent latino américain. Seulement, l'avènement récent de régimes de centre gauche ou de gauche, combiné avec une politique américaine de plus en plus critiquée, fait que Cuba peut profiter d'appuis nouveaux. Castro mise donc sur le niveau régional pour subvenir aux besoins de son peuple en voulant hisser Cuba comme puissance régionale.
Cette impression se vérifie sur plusieurs points. Tout d'abord au niveau psychologique, Cuba incarne le pays qui a su résister à l'ogre américain, qui souhaite diriger l'ensemble du continent pour en faire une sorte de libre-échange, contre vents et marées : coups d'État, embargo, … Cuba a toujours su trouver les ressources nécessaires.
Ensuite, Cuba a développé un système où le social est mis en première ligne : éducation,, formation, gratuité des soins médicaux, un des plus faibles taux de mortalité, … Ainsi, Cuba montre un visage attirant pour beaucoup de Sud américains.
Également, sur le plan économique, Cuba a vu sa croissance économique évoluer de 11,8% en 2005, chiffre confirmé par l'UNESCO. Cette dernière constate en outre que les conditions physiques et matérielles se trouvent améliorées, incitant, dès lors d'autres peuples à élire des gouvernements de gauche, qui procèdent à des changements spectaculaires, voire révolutionnaires, allant jusqu'à la nationalisation d'entreprises. C'est pourquoi le vent de l'alter mondialisation s'infiltre à contre courant du capitalisme sauvage et ravive les rêves mythiques et révolutionnaires du Che. Dans ce prolongement, la volonté de pays ayant des gouvernements de gauche de se démarquer des USA se fait d'autant plus sentir et des actions concrètes sont portées par Cuba. Sans oublier que Cuba a la langue commune aux autres pays d'Amérique latine. La communication est certes plus facile puisque la langue enlève aussi les frontières entre personnes issues d'une même origine: l'Espagne.

L'unité Latino Américaine est au cœur de la stratégie qu'a impulsé Fidel Castro. Cependant, il n'y a rien de surprenant à cela, car l'idée selon laquelle l'Amérique latine est le champ géopolitique naturel pour Cuba est aussi vieille que la Révolution. Aujourd'hui le rêve bolivarien incarné par le président du Venezuela, Hugo Chavez, rend un peu plus crédible cette perspective. D'ailleurs, la création de l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA) le 14 décembre 2004 à La Havane par Fidel Castro et Hugo Chavez en est la meilleure illustration. Il s'agit de créer un contre pouvoir à l'économie libérale voulue par les États-Unis. Le 25 juin 2009, l'ALBA change de nom pour devenir l'Alliance bolivarienne des Amériques mais surtout elle intègre trois nouveaux Etats, portant désormais le nombre de ses membres à neuf. L'ALBA se veut être une organisation des États latino américains et des Caraïbes, avec un projet socialiste devant combattre le néocapitalisme, souhaitant avoir une constitution et une monnaie virtuelle unique dénommée SUCRE pour Système Unique de Compensation Régionale pour les échanges commerciaux entre ces pays.
Dans cette organisation, Cuba a un rôle important à tenir. Bien que n'ayant que peu de ressources primaires, Cuba bénéficie pourtant d'une force redoutable avec une armée de médecins et de professionnels de santé et une autre d'enseignants. Or, dans la majeure partie des pays constituant l'ALBA, beaucoup sont riches en matières premières mais pauvres du fait de politique antérieure en service aux personnes que sont la santé et l'enseignement. Aussi, Cuba est-il en position de force pour négocier dans l'organisation tout comme le Venezuela avec sa richesse pétrolière. Le Venezuela et Cuba ont signé des accords de 3,1milliards de dollars, en décembre 2009. Prévus pour 2010, 285 projets concernent les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'informatique, de la sidérurgie, du transport, du pétrole et de l'industrie sucrière.

Cependant, que représente réellement Cuba et l'ALBA dans la zone Amérique Latine et Caraïbes (ALC) ? Pas grand-chose finalement. Certes l'ALBA est un contre pouvoir mais elle ne représente actuellement que 14% des 570 millions d'habitants de cette zone. Le Mexique et le Brésil continueront à dominer largement l'ALC car ils représentent à eux seuls 60% du produit intérieur brut et 52% de la population. La création de l'ALBA par Cuba peut donc s'analyser de deux façons : soit pour rallier l'ensemble des peuples de l'ALC ou du moins le maximum à une cause néo-socialiste, soit pour continuer d'exister sur le plan régional et donc aussi international. Ainsi, le mythe de « Cuba forte », résistant à l'oppresseur peut encore vivre, des ressources permettant à la population de vivre peuvent être fournies par les pays frères en conservant son modèle de Société, sans recourir à l'économie de marché ou inversement une économie socialiste à la chinoise ou à la vietnamienne.

Cuba veut apparaître comme une puissance régionale, situation qu'elle peut effectivement briguer de part le niveau de formation de ses habitants, mais Cuba ne dispose pas d'autres atouts hormis son passé de résistante. Autrement dit, qu'adviendra-t-il de Cuba une fois que les pays frères de l'ALBA, ayant appliqué le modèle social cubain de formation, auront à disposition des médecins et enseignants en nombre suffisant ? Pourquoi continueraient-ils à faire profiter Cuba d'avantages alors que leurs besoins propres seraient satisfaits ? Les médecins et enseignants cubains pourront rentrer à Cuba, avec le sentiment du devoir accompli, mais après ??? Le rêve cubain de se voir en puissance régionale risque alors de s'effondrer car Cuba n'a, pour le moment, pas d'autres solutions à proposer ou du moins, si celles-ci existent, elles n'ont toujours pas été mises en avant par le régime. Néanmoins, il est à noter que Cuba peut, par son image, peser au niveau régional : l'image globale qu'elle développe est sa meilleure alliée.

32- Des relations houleuses avec les Etats-Unis.

Ennemi historique et argument mobilisateur.

La relation entre Cuba et les États-Unis relève d'un « je t'aime, moi non plus ». De part l'histoire, les Américains se croient encore chez eux à Cuba. Ils ont apporté leur soutien à Fidel Castro au début de sa Révolution avant que ce dernier ne prenne un chemin divergeant.
Pourtant l'élection de Barack Obama avait été saluée par Fidel Castro qui louait dans ses « Réflexions », publiées dans Granma, « l'intelligence et l'honnêteté » du nouveau président en début de mandat. Depuis, le ton a changé et Fidel Castro dénonce maintenant « le cynisme et l'arrogance du président « yankee » ». Les espoirs de normalisation entre les États-Unis et Cuba se sont envolés. Or Barack Obama n'a pas suivi les mesures prises par son prédécesseur car, pour lui, l'administration Bush a commis des erreurs sur les plans humanitaire et stratégique envers Cuba, avec le plan Powell, par exemple. Au contraire, il a ouvert la porte au dialogue avec Cuba, privilégiant les relations entre Cubains exilés et ceux restés sur l'île, favorisant l'envoi d'argent et le déplacement des Américains vers Cuba sans restriction. Dernièrement, le jeudi 4 juin 2009, les Américains se sont prononcés avec les autres membres pour une révocation de l'exclusion de Cuba de l'Organisation des États Américains (OEA). Alors pourquoi un tel changement dans l'attitude de Fidel castro et dans sa perception du nouveau président ?

Une des réponses peut se trouver dans ce qui fait l'essence du pouvoir aux mains des Castro et qui permet le maintien d'un tel régime; un rejet total des USA à cause de l'histoire mais aussi parce que les États-Unis sont le catalyseur qui permet une certaine cohésion du peuple cubain avec le pouvoir en place. L'embargo est la colonne vertébrale du régime cubain actuel. Cuba ne peut donc voir une amélioration entre les deux pays sans craindre une remise en cause du régime. Ainsi, dès qu'une tentative d'assouplissement est proposée par les États-Unis, Cuba a l'art de provoquer un incident diplomatique. Sans cet embargo, le régime cubain perd toute sa légitimité. Il n'aurait plus aucune justification à mettre en avant pour expliquer les problèmes économiques auxquels l'île est confrontée malgré sa forte croissance.

Mais le rêve américain de liberté attire de nombreux Cubains, prêts à prendre des bateaux pour tenter une traversée folle, à détourner des avions, … Et les agences américaines ne sont pas pour rien dans tout ça. En effet, la guerre de propagande, de communication, fait rage ; les États-Unis n'hésitant pas à installer un écran géant sur les murs de leur ambassade pour diffuser leur message. De même, la NED (fondation nationale pour la démocratie) agit en faisant des campagnes globales promouvant la démocratie et ses bienfaits : une guerre idéologique grâce à des campagnes d'intoxication médiatiques. La NED finance aussi quasi totalement le « Center for a free Cuba » mais également « TV Marti et radio Marti » qui mettent en valeur les apports possibles d'une société libérale. En outre, les groupes d'opposants cubains ont toujours été subventionnés par des organismes de l' Etats américains.

Au final, il faut alors se demander ce que peut apporter Cuba aux États-Unis, Cuba ne présentant à priori aucun danger direct pour les Etats-Unis?
Une avancée vers les Caraïbes pour mieux se protéger ? Cuba pourrait servir de base avancée pour lutter contre le trafic de drogue mais les Américains ont déjà la base de Guantanamo dont ils n'ont toujours pas renouvelé la concession qui s'est achevée, ou des voix pour les élections ? En effet, la Floride compte parmi ses habitants un grand nombre d'exilés cubains divisés en deux clans : ceux qui veulent à tout prix récupérer leurs propriétés et les modérés qui veulent « juste » un Cuba démocratique.

C'est pourquoi une lutte qu'on pourrait qualifier de sous marine a toujours existé entre Cuba et les États-Unis, leur permettant d'atteindre leur objectif respectif. Pour Cuba, il s'agit d'une bataille constante afin que le régime se maintienne. Ce dernier sait pertinemment qu'il lui faut un ennemi

en permanence afin de mobiliser constamment ses troupes. Pour les États-Unis, il s'agit de bénéficier des voix d'un État clé, la Floride, en sachant que les pressions qu'ils exercent ne peuvent engendrer qu'animosité chez les Cubains d'une part et d'autre part, qu'à moyen ou long terme, Cuba finira par tomber dans leur giron. Dès lors, tant que le régime en place continuera de pouvoir jouir de l'épouvantail américain, il se maintiendra. Les relations houleuses ne pourront cesser que lorsqu'une nouvelle politique cubaine commencera à émerger.

33- Les relations avec l'Afrique et l'Asie.

Des relations anciennes avec l'Afrique :

Estimant être investi d'une mission contre le sous-développement et l'oppression l'engagement internationaliste de Fidel Castro s'est principalement focalisé, jusqu'en 1990, en Afrique essentiellement sous la forme d'une aide militaire massive.

En Angola, outre certaines interventions, sans succès au Congo (1965) ou plus positive en Guinée (conduisant à son indépendance en 1974), l'action de Cuba s'est concrétisée en Angola (alors colonie portugaise), par l'envoi en 1970 de 36 000 soldats pour stopper l'avancée des troupes sud-africaines. Pendant 14 ans, 300 000 militaires cubains ont combattu aux côtés du MPLA et ont donc participé activement à l'indépendance de l'Angola en 1975 et à la consolidation du nouveau régime.

Fidel Castro considérait en effet qu'une victoire de l'Afrique du Sud renforcerait l'emprise de ce régime d'apartheid sur les peuples d'Afrique méridionale, ce qui explique l'importance des moyens mis en œuvre par Cuba. Après le départ des derniers militaires cubains en 1990 (fin de l'aide financière russe à Cuba), des civils sont restés, ils seraient actuellement au nombre de 20 000. Au cours d'une visite récente, Raul Castro a souhaité le renforcement des relations entre les deux pays dont la coopération s'exerce en particulier dans les secteurs de la santé et de l'enseignement.

En Namibie, sous tutelle sud-africaine, un mouvement de libération (SWAPO) venu de l'Angola voisin a mené une guérilla contre le régime en place dès 1966. Avec l'aide des militaires cubains, l'indépendance de la Namibie a été en fait proclamée en 1990. La Namibie a une grande reconnaissance envers Cuba et récemment les deux pays ont exprimé le souhait de voir se développer leurs relations commerciales. La défaite militaire des Sud-Africains en Namibie a eu un gros impact sur les noirs d'Afrique du Sud, sans pour autant être la principale cause de la fin de l'apartheid.

Les relations avec **l'Afrique du Sud** s'exercent en particulier par le biais d'une Commission intergouvernementale conjointe Cuba - Afrique du Sud pour la coopération scientifique et technique entre les deux pays. Les secteurs concernés sont l'exploitation minière et l'agroalimentaire.

Cuba entretient de bonnes relations avec **l'Algérie**, des accords récents ont été signés courant 2009 au cours de visites officielles à La Havane et à Alger. A noter que l'Algérie va racheter à Cuba 7 hôpitaux ophtalmologiques que Cuba avait implantés en Algérie, la gestion de ces établissements par Cuba s'avérant d'un coût prohibitif. Cuba laissant à disposition le personnel qualifié moyennant rétribution. Cette opération étant destinée à secourir les finances exsangues de Cuba.

Les relations diplomatiques avec **la Libye** semblent se limiter en une reconnaissance réciproque des orientations politiques de leurs leaders respectifs.

On peut dire que Cuba a joué un rôle important dans le processus de décolonisation de certains Etats africains, pendant la période faste du financement par Moscou.

Depuis la défaillance de l'aide soviétique, les actions de Cuba s'exercent quasi exclusivement dans le domaine humanitaire et surtout médical. L'aide proposée n'est plus gratuite comme par le passé, mais fait l'objet « d'échanges » avec des biens matériels sur la base d'un coût d'intervention très compétitif pour des prestations médicales toujours réputées.

Ces interventions, pouvant relever du dumping ou de la concurrence déloyale ne sont pas toujours appréciées par certains médecins locaux…..

Pour juguler son isolement et pour poursuivre son « internationalisme » , en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de Raul Castro, Cuba multiplie ses relations bilatérales avec les pays d'Afrique ayant des régimes politiques compatibles avec celui de Cuba ou ayant une hostilité dogmatique vis-à-vis des Etats-Unis.

Un partenariat commercial récent et croissant avec l'Asie :

La **Chine** est le deuxième partenaire commercial important de Cuba, le volume de leurs échanges commerciaux étant passé de 800 millions de dollars en 2004 à plus de 2,2 milliards de dollars en 2008. La Chine est le premier investisseur à Cuba et le premier fournisseur d'articles de consommation de ce pays. De nombreux accords ont été signés entre les deux pays qui ont repris leurs relations dès 1993 après la chute de l'Union soviétique. Le nickel a fait l'objet de la création d'entreprises mixtes d'extraction du minerai. Un accord important a porté sur le développement des biotechnologies, sur les télécommunications avec la fourniture de 1 million de téléviseurs. Dès 2008 la Chine a débloqué un crédit de 70 millions d'euros pour la modernisation des hôpitaux cubains et a accepté une restructuration de la dette cubaine contractée dans les années 90.
La Chine et Cuba représentent deux voies divergentes pour la construction d'un socialisme, la Chine, revendiquant un « compromis » avec l'économie de marché, est un partenaire mais en aucun cas un modèle pour Cuba.
Cuba entretient des relations cordiales avec le **Vietnam**. Cuba a admiré la lutte des Vietnamiens, mais ces derniers n'ont jamais accepté de combattants étrangers sur leur sol.
Cuba entretient également des relations avec le **Yémen**.

Les relations avec l'Asie se limitent donc, avec des hauts et des bas, essentiellement à la Chine, puissance mondiale de premier plan à fort potentiel d'investissement.

34- Une normalisation laborieuse des relations avec l'Europe.

Malgré la reprise en octobre 2008 de la coopération entre la commission européenne et la République de Cuba, l'Europe mesure mal la gravité de la crise sociale qui affecte Cuba.
L'Union Européenne a adopté en 1996 une « Position Commune » vis-à-vis de Cuba, sous l'influence du Premier ministre espagnol de l'époque, José Maria Aznar, préconisant une politique européenne conforme à celle des Etats-Unis. En pratique, l'Union Européenne (U.E.) instaura une politique « conditionnelle » à l'égard de Cuba, consistant à exiger des réformes en échange d'une meilleure coopération….ce chantage fut refusé par Cuba et l'absence d'initiative de l'UE pour se démarquer des Etats-Unis conforta la thèse de Cuba selon laquelle l'Europe est toujours excellente dans la rhétorique mais peu douée pour passer aux actes pour mener une politique indépendante de celle des Etats-Unis.
L'arrestation de 75 dissidents cubains en 2003 amena l'Union Européenne à suspendre officiellement toute relation avec Cuba en signe de protestation contre l'atteinte aux droits de l'Homme.
En 2005, ces « sanctions » furent temporairement levées avec un examen semestriel de cette suspension : cette situation rendit impossible toute évolution favorable des relations.
Les organisations européennes de coopération au développement demandèrent alors la levée des sanctions, et dans le cadre d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, une rencontre fût organisée entre le Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire et le Ministre cubain des Affaires étrangères.
En 2008, l'opposition à la normalisation des relations de l'U.E. avec Cuba fut principalement le fait de la République tchèque et du Royaume Uni . La position de l'Italie n'est pas alors clairement exprimée.
En juin 2008, une évaluation commune de l'UE relative à Cuba a été adoptée en prévoyant de se prononcer en juin 2010 sur « l'évaluation annuelle » de sa position en fonction des évolutions constatées, en particulier dans le domaine des droits de l'Homme.

Le 16 octobre 2008, une troïka européenne composée des représentants de l'Europe, de la France et de la République tchèque (en vue de la prochaine présidence européenne) s'est réunie à Paris avec un représentant cubain.
Un accord de coopération dont les modalités d'application restent à définir a été signé entre l'U.E. et La Havane la semaine suivante et une aide financière a été offerte à Cuba pour les sinistrés d'un ouragan.
A noter que jusqu'alors, Cuba n'avait accepté que des aides bilatérales provenant de certains pays de l'UE comme l'Espagne et la Belgique.
En ce qui concerne **la France**, en février 2009, M. Jack Lang a été chargé d'une mission en vue d'explorer les voies de normalisation des relations bilatérales : les modalités de la reprise d'une coopération sont à l'étude.
Sur le plan économique, la dette cubaine à l'égard de la France n'est toujours pas soldée. Nos échanges commerciaux sont réduits : moins de 100 millions d'euros d'exportations (augmentation sensible des achats agroalimentaires aux Etats-Unis) contre 30 millions d'euros d'importations.
Depuis la chute de **l'URSS**, les relations qui consistaient à subvenir aux besoins économiques de Cuba ont été stoppées. Les relations de Cuba avec l'ex - Union soviétique ont été renouées récemment, d'abord au cours d'une tournée en Amérique latine fin 2008 du Président Medvedev, puis à l'occasion de la visite à Moscou de Raul Castro, début 2009, au cours de laquelle un accord de « partenariat stratégique » a été signé. La dernière visite de Fidel Castro à Moscou remontait en 1987. La dette importante de Cuba à l'égard de la C.E.I. (ex. URSS) n'est toujours pas soldée, cependant Moscou aurait octroyé un nouveau prêt à La Havane. A noter que Moscou a envisagé d'installer des bases aériennes militaires à Cuba et au Venezuela….
L'Espagne, qui avait suivi la politique européenne vis-à-vis de Cuba, montre des signes évidents de rapprochement avec Cuba. En particulier le ministre espagnol des Affaires étrangères s'est rendu à Cuba en octobre 2009 pour réactiver leurs relations bilatérales, mais surtout en perspective de la Présidence européenne de l'Espagne dès le 1er janvier 2010. Actuellement, une tentative de rapprochement est menée par l'Espagne. Il est question d'une « nouvelle politique de l'U.E vis à vis de Cuba » et « d'une relation transantlantique différente ». Certains observateurs pensent que l'Espagne pourrait alors jouer un rôle de médiateur entre les Etats-Unis et Cuba, compte-tenu des liens historiques existants entre l'Espagne et Cuba.

D'une façon générale pour l'Europe continentale, à l'exception de la Fédération de Russie pro-cubaine de longue date, on peut dire que la recherche de relations normalisées avec Cuba, aussi bien dans les rapports bilatéraux qu'au niveau européen, se heurte en permanence, et de façon inconciliable, à la question épineuse des droits de l'Homme.

IV
L'UNION EUROPEENNE ET CUBA : UNE COOPERATION SOUHAITABLE.

Faut-il assister à des catastrophes comme celle qui a frappé Haïti pour que l'Europe et la France se souviennent qu'elles étaient présentes dans les Caraïbes, bien avant d'autres nations ?

José Marti, artisan de l'indépendance cubaine déclarait, à la fin du 19ème siècle: « Etre cultivé, c'est la seule façon d'être libre ». Le premier devoir choisi par Fidel Castro, a été l'alphabétisation à Cuba. Il proclama : « Semez des idées, semez de la conscience ». La coopération franco-cubaine en matière de culture ne serait-elle pas le meilleur moyen de créer ces « embryons d'institutions démocratiques » qui régiront, peut-être l'après-castrisme ? En effet, le « Siècle des lumières » n'est pas seulement le titre du roman d'Alejo Carpentier sur la Révolution française en général et en particulier dans les Caraïbes. C'est aussi et surtout un mouvement d'idées qui a largement contribué

à la formation de l'identité intellectuelle et politique du pays. La liberté et le façonnement de la nation cubaine se sont nourris de la philosophie des Lumières.

41- L'intérêt porté par les cubains à la culture française.

Les 19 et 20 décembre 1995, a été inaugurée, à la Havane, à l'initiative de l'ambassade de France, une chaire Voltaire. Comment ne pas voir là une intéressante initiative quand on sait qu'un vide idéologique existe à Cuba, depuis la chute de l'Union Soviétique? L'avenir doit-il se limiter à un libéralisme sauvage?

En 2010, le moment n'est-il pas venu de regarder de près les mentalités de l'Union Européenne et des Caraïbes? Pour Alejo Carpentier, « les Caraïbes sont au carrefour des civilisations, c'est le point de rencontre de l'Ancien et du Nouveau Monde ». Ne doit-on pas méditer ses autres paroles: « Malgré certains excès, la révolution cubaine a été porteuse d'immenses espoirs, pour tous les Non-Alignés. Même si Cuba fait plutôt figure d'ultime bastion d'une certaine forme de communisme, cet espoir, aujourd'hui, n'est pas éteint. ».

En 2006 et 2007, l'Université de Versailles St Quentin-en-Yvelines a tissé des liens et réactivé d'anciennes coopérations. La présidente Diana Cooper-Richer déclara: « Les universités françaises sont actuellement peu présentes dans le pays (Cuba), mais étant donné le poids de notre pays dans la zone Caraïbe, il semble important de renforcer notre présense à Cuba. »

Les oeuvres du Siècle des Lumières y étaient lues quelques mois seulement après leur publication et, pendant le XIXième siècle, on s'arrachait les romans de V.Hugo, de Balzac et les poèmes de Baudelaire.

Actuellement, il existe deux Alliances Françaises, l'une à La Havane, et l'autre à Santiago de Cuba. Elles comptent près de 7000 élèves. Il est nécessaire d'encourager cet enseignement qui aboutit à des initiatives intéressantes pour les cubains et pour la France. Il s'agit :

- du Festival du film français, organisé par l'association « Cinemania » , qui a pour but d'encourager une coopération technique et culturelle entre l'île et la France.
- Le Festival de la chanson française doit continuer à exister.

La langue française offre, en effet, aux cubains la possibilité de travailler dans divers domaines comme le tourisme et la gastronomie, ou dans les entreprises françaises qui s'occupent des télécommunications, de la construction, de la prospection de pétrole. La maîtrise du français est nécessaire car de plus en plus de sociétés venues de pays francophones s'installent à Cuba

La signature d'une convention CDIUFM avec le Ministère de l'éducation cubain peut aider à préparer l'après-castrisme et le développement de l'île. Elle témoigne de la volonté de collaboration, en matière de formation des enseignants et a vu le jour après la venue, en octobre 2004, d'une délégation de Recteurs cubains, en France. La période 2009-2013 est celle de collaboration franco-cubaine.

Ainsi, à La Havane, n'a-t-on pas oublié la France et ce besoin de renforcer des liens d'amitié fait écho aux paroles de Victor Hugo: « Cubains et cubaines, je ne vous oublierai jamais ».

Dans ce pays où l'hymne national est inspiré de la Marseillaise, où les couleurs du drapeau sont celles de la Révolution française, a été inaugurée, en 2009, la Maison de Victor Hugo, dont certains disent: « C'est une flamme qui nourrit l'espoir de ces gens qui m'ont demandé si Victor Hugo les protégerait aussi ». Ailleurs, il est écrit : « La France a fait naître le rêve, l'utopie, l'Illustration, l'Encyclopédie, mais aussi la Révolution, le feu, l'arbre de la raison pure. Les français ont repoussé l'injustice... »

Dans le domaine artistique, la patrie de Compay Segundo, célèbre musicien, garde de nombreuses traces françaises:

- les français dès le 17ème siècle qui y fondèrent, par exemple, la ville de Cienfuegos ;
- à la Havane, les habitants y vécurent un temps, « à la française » et l'apport matériel et spirituel de la présence française se voit sur toute l'île en, en particulier, dans le quartier français nommé El Tivoli.

Juste après l'Espagne, la France est le pays européen qui a le plus influencé culture des Caraïbes. La danse, avec le célèbre Ballet National de Cuba, la littérature, les arts sont d'autres domaines de rapprochement de premier ordre entre Cuba et la France.

42- Une coopération médicale dont nous citerons deux exemples:

- L'association franco-cubaine de psychiatrie et de psychologie ;
- Les rencontres de néonatalogie.

En 2009, ont été organisées les 2ème Rencontres franco-cubaines de néonatalogie à La Havane. Le 18 janvier 2010, Sophie Méro évoquait: « ... des journées intenses d'échanges, de rencontres, de pratiques confrontées...la suite et le prélude de tout un travail que, pour sa part, l'association franco-cubaine Nenes del mundo (enfants du monde) réalise avec compétence et une énergie mise au service des femmes enceintes et des bébés prématurés ».
A la Havane, un travail acharné des médecins cubains avait permis d'obtenir les autorisations nécessaires pour que les infirmières françaises puissent travailler, en soin direct, avec les infirmières cubaines. Une fraternisation est née autour des bébés, particulièrement souhaitée par les deux pays.
Lors du Congrès, des journées ont été consacrées à une réflexion plus théorique. Ces journées ont permis de faire le point sur les nouvelles avancées scientifiques, de part et d'autre, au sujet de l'extrême prématurité, du nouveau-né à terme, de l'obstétrique. L'intervention du chercheur Jorge Gallego, de l'hôpital Robert Debré, de Paris, sur le modèle animal des troubles du développement, et la session infirmières, qui avait travaillé sur des aspects techniques, psychiques et environnementaux, ont été les moments-clés de ce Congrès.

43- Sur le plan économique

Après avoir évoqué les conditions nécessaires au développement permettant l'autonomie de l'île (la suppression du blocus imposé à Cuba par les Etats-Unis et le redressement après les cyclones) nous présenterons le panorama des entreprises françaises implantées sur l'île et nous terminerons par quelques projets prometteurs qui, s'ils se réalisaient, imposeraient une présence stratégique sur un marché qui va s'ouvrir. Ces projets faciliteraient les échanges et offriraient du travail aux jeunes sur une île qui apparaît comme un laboratoire du futur.

La suppression du blocus s'avère urgente pour Cuba.
Ce blocus a des conséquences dramatiques pour les cubains. Or, pour la 17ème fois, 184 états le condamnent à l'O.N.U. Les Etats-Unis vont-ils le supprimer?
L'Union Européenne, quant à elle, semble reprendre le dialogue avec Cuba et elle est prête à lever ses sanctions. Cette nouvelle situation devrait permettre aux collectivités locales de bénéficier de crédits pour leurs projets de coopération et faciliter l'installation des entreprises désireuses de travailler dans l'île. L'Union Européenne pourrait ainsi importer ses techniques, ce qu'elle fait déjà, timidement, profitant de l'interdiction, pour les cubains, d'utiliser des brevets nord-américains. Ceci concerne divers domaines : la médecine, par exemple.

Le redressement après les cyclones :
Par le biais de l'aide à la reconstruction, la France pourrait affirmer sa présence et renforcer les

liens du passé avec la population qui a parfois du mal à survivre, quel que soit le niveau scolaire ou universitaire acquis.

Quelle est l'importance, en 2010, de la présence française dans le domaine économique ?
Les entreprises françaises ont des difficultés à maintenir leurs parts de marché, prises entre la politique d'achat aux Etats-Unis des matières premières alimentaires et la priorité donnée à la Chine pour les biens de consommation et les produits industriels.
Toutefois, l'année 2008 a marqué le redressement des exportations françaises vers l'île, au bénéfice du secteur agroalimentaire. Le solde commercial était positif pour la France à hauteur de 78 M€.

Pernod-Ricard, Total pour le gaz, Accor et Bouygues (principal constructeur d'hôtels), Perrier-Vittel, sont les principaux groupes présents à Cuba. De nombreux tours-opérators français interviennent comme Nouvelles-Frontières ou Fram-Voyages. Alcatel-Lucent est, depuis 14 ans l'un des premiers fournisseurs des télécommunications. Dans le domaine de l'énergie, sont présents Alstom, Schneider Electric, Total Outre Mer et Peberco. Dans le secteur des transports aériens, Air France est monté en puissance et dans celui des transports maritimes c'est CMA-CGM. Dans le domaine automobile, Peugeot, Citroën et Renault assurent 30 à 40% des véhicules neufs. En ce qui concerne les matières premières, Louis Dreyfus , Soufflet et Sucden commercialisent des produits de première nécessité. Des PME françaises apportent leur appui dans des secteurs variés. Enfin, les banques Société Générale, PNB-Paribas et Financière Oceor ont des succursales sur l'île.

Jacques Lang déclarait le 3 mars 2009: « Le but du président Sarkozy est de griller la politesse à Obama dans sa reconquête de l'Amérique latine de gauche...et de maintenir sur place la position des sociétés françaises, dont Bouygues. ». En novembre 2009, la France était présente à la Foire Internationale de la Havane. Le Pavillon France a accueilli 11 exposants, représentant 27 entreprises françaises.

Des échanges existent donc qui pourraient être intensifiés car l'avenir ; le post-castrisme est prometteur. En effet, de nombreux projets cubains pourraient nécessiter la coopération de l'U.E. et de la France. Ceci permettrait aux jeunes européens de travailler à Cuba, et à notre économie de s'y développer. Par exemple, le tourisme, atout majeur de l'économie, mériterait d'être amélioré, tant sur le plan de l'architecture que sur le plan de l'urbanisme. Le gouvernement pourrait être conseillé pour une meilleure exploitation des richesses naturelles exceptionnelles de l'île.

Les projets cubains :
Les principaux projets concernent la santé les bio-technologies et le domaine phyto-sanitaire.

Cuba est le 1er producteur du médicament contre la méningite B. Le pays participe à la recherche de médicaments de dernière génération pour la cardiologie, l'anesthésie et l'ophtalmologie. L'U.E pourrait par exemple, offrir la possibilité de traiter sur place, en matière de fournitures de prothèses; elle pourrait favoriser la formation, dans le cadre des transplantations de la chirurgie cardio-vasculaire. Cuba est mondialement reconnue pour son système de santé. La qualité des soins dispensés dans les services hospitaliers, l'efficacité des programmes de prévention développés et la fiabilité de la couverture médicale, qui couvre l'ensemble des citoyens, placent l'île parmi les meilleurs à l'échelle mondiale. Le taux de mortalité infantile est de 7 pour 1000 naissances contre 8 dans de nombreux pays développés comme les Etats-Unis. L'espérance de vie est supérieure à 75ans. Elle est également supérieure à celle de nombreuses nations dites civilisées et le ratio de médecins par nombre d'habitants (1 thérapeute pour 168 habitants) y est très élevé.
Les équipes de recherche composées de professeurs et de spécialistes de haut niveau scientifique sont aujourd'hui à l'avant-garde dans de nombreuses filières comme la réhabilitation et la restauration neurologiques, le traitement de certaines tumeurs cancéreuses, l'ophtalmologie ou encore la dermatologie et la chirurgie esthétique.

Les ressources des océans, l'élevage et surtout l'agriculture biologique, dans ce pays où l'on cultive le cacao et le café sans pesticides, sont des ressources pour un futur développement. La richesse des océans: Dans ce domaine aussi, l'île cherche à améliorer les techniques de production halieutique et la pêche. Les spécialistes cubains ont obtenu des variétés de poissons plus grands, contenant davantage de protéines, sans recourir aux techniques de modifications génétiques, en n'utilisant que des techniques d'activation génétique. Des possibilités d'accroissement de l'élevage existent; il s'agit plutôt d'animaux de basse-cour, dans un cadre de nutrition sans apport de produits chimiques. Elles contribueraient à l'auto-suffisance. L'agriculture demande à se développer. En effet, actuellement, le régime accorde davantage de terres aux paysans mais 80% des denrées agro-alimentaires sont importées. La création de jardins (vergers et potagers) privés ont un succès certain auprès de la population. Une coopération avec la France pourrait être envisagée. L'U.E n'est-elle pas intéressée par le développement des cultures biologiques ?

L'Inra a élaboré un procédé industriel permettant la commercialisation de « KANASA », premier pur jus de canne stabilisée 100% sans additif et sans conservateur: c'est le 1er né d'une génération nouvelle de jus et de boissons naturels rafraîchissants et qui constituent un complément en vitamines et minéraux essentiels, utilisés, par ailleurs, dans plusieurs pays, pour leurs vertus diurétiques en en complément alimentaire. Ce produit s'inscrit dans l'économie équitable et le développement durable. C'est un espoir de relance du marché du sucre en déclin depuis plusieurs années, d'autant que l'ancrage de l'entreprise est situé dans la communauté du lieu d'implantation. Outre l'absence de produit chimique utilisé, la « bagasse », résidus de la canne, est utilisée pour produire de l'électricité renouvelable et les cendres, comme fertilisant aux agriculteurs.

En matière de phyto-sanitaire, Cuba participe à des travaux de spécialistes et de vétérinaires et a crée des installations productives.

En dernier lieu, les européens et les français pourraient aider à l'accélération du développement des ressources peu exploitées, comme le nickel, métal essentiel dans des domaines autres que la métallurgie. D'autres domaines comme le bois, d'acajou et d'ébène, le pétrole, le recyclage des pièces automobiles et des pneus, et la langouste des Caraïbes offrent des possibilités non négligeables pour l'économie. La liste des projets s'allonge, de jour en jour, au fur et à mesure qu'un besoin apparaît et que le peuple y fait face.

Ainsi Cuba est-elle en train de faire sa « révolution bio » et cela n'est pas négligeable à l'heure où les émeutes de la faim naissent. Carlos Borroto déclarait au Congrès de la Biotechnologie de la Havane en 2008: « Fidel Castro a fait en sorte qu'un petit pays comme Cuba puisse un jour exposer le résultat de ses recherches dans les domaines de la génétique et de la biotechnologie, rivalisant ainsi avec les nations les plus développées. »

CONCLUSION

L'avenir de Cuba après Castro, « *unique mythe vivant de l'histoire de l'humanité »,* ne repose pas sur la même problématique que celle de l'Espagne du début des années 70, à la fin du franquisme Franco avait pris soin de rétablir la monarchie…. Certains dirigeants cubains pourraient par ailleurs être tentés par le « modèle chinois », mais ce modèle implique le développement de contradictions sociales (chômage, inégalités...) que Cuba ne supporterait pas.

Cuba a des alliés naturels en Amérique latine et s'ouvre au tourisme qui est un atout réel non seulement économique mais sociologique : plus on accepte de donner à voir, plus on doit soigner son image. Il n'est pas interdit de penser que sa carte d'identité politique soit également un atout

original. Après tout, la Chine se libéralise économiquement tous les jours sans accepter de se libérer de son régime politique. Il ne faudrait pas, en tout cas, qu'une « désocialisation » brutale, provoquée de l'extérieur ou de l'intérieur, jette le pays en pâture aux chevaliers d'industrie de tous ordres comme ce fut déjà le cas du temps de BATISTA, et en Russie après la disparition de l'Union soviétique. Le ré apprentissage de la liberté ne doit pas tourner au chaos, il doit se faire dans l'ordre. Une intervention américaine étant à priori à exclure pour les raisons exposées plus haut, les Etats-Unis éviteront toute action directe dans les changements qui interviendront à Cuba.
Si le peuple n'est pas encore prêt à prendre en main son destin, il doit se mobiliser. C'est à lui, et à lui seul, que doit revenir la tâche d'écrire la suite de son histoire, celle de l'après Castro. La société cubaine, qui subit les derniers soubresauts de la dictature castriste, va devoir se réveiller en se confrontant à ses propres peurs. Il faut noter que pour l'heure il n'y a pas d'opposition structurée s'appuyant sur une part significative de la population cubaine, ceci ne laissant pas entrevoir d'évolution politique majeure à courte échéance.

Les idées de la Révolution Cubaine ont aujourd'hui plus de force et de rayonnement sur le continent, avec les victoires de gouvernements progressistes et le fait que Cuba ne soit plus isolé. Cuba n'est pas rétive aux changements et en dépit de toutes ces adversités, le pays présente des indices élevés de développement humain, comme le reconnaît même l'ONU. Finalement, l'avenir de Cuba pourrait un jour se jouer dans l'île, mais certainement pas au sein de l'Organisation des Nations unies. Le 30 avril dernier, le régime de Fidel Castro était réélu à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui n'a semble-t-il rien vu de la récente vague de répression. Encore faut-il se rappeler que tout est possible : actuellement la junte militaire birmane au pouvoir depuis 1962, et qui avait alors nationalisé tous les secteurs d'activité, vend des biens de l'Etat au secteur privé….certains commentateurs y voient la méthode soviétique, d'autres une évolution à la chinoise ou à la vietnamienne, dans tous les cas sans changement de régime. Cela suppose un régime politique avec de solides institutions permettant de contrôler la situation. « Le retrait formel de Fidel marque la fin d'une époque. Mais pas celle du socialisme ni même du « Fidelisme ». Nous entrons simplement dans une ère plus nuancée ».[10]

Ce changement d'époque peut être une étape prometteuse, pour l'Union Européenne et la France, si le rapprochement annoncé se concrétise. La France, dont l'histoire, avec son épisode révolutionnaire et républicain et sa langue, avait dans le passé, séduit Cuba, est toujours présente et chère au coeur des cubains. Il faut donc maintenir les accords culturels entre les deux pays, car ce lien est souvent vecteur de progrès. Par ailleurs, Cuba, dont les besoins sont nombreux, pourrait être un débouché intéressant pour nos savoir-faire et nos techniques. De son côté, l'île cubaine est porteuse de projets innovants non négligeables dans des domaines d'avenir. L'Union Européenne et la France ont donc tout intérêt à être présentes, dès aujourd'hui, sur le plan économique et culturel, dans ce petit pays qui sait, malgré toutes ses difficultés et son isolement, garder sa dignité et, d'une manière fort intelligente, attirer les grandes puissances et les intéresser.

[10] « Che Guevara, une biographie » John Lee Anderson journaliste Etats-Unien

A n n e x e s

Annexe 1 : Indicateurs de la situation politico-socio-économique de Cuba.

Annexe 2 : Les acteurs.

Annexe 3 : L'Organisation de l'Enseignement Supérieur.

Annexe 3 : Cartographie de la zone Caraïbe.

Annexe 1

La situation Politico-socio-économique de Cuba

INDICATEURS ECONOMIQUES (Valeur/Rang)

	CUBA	ARGENTINE	BRESIL	IRAN	HAÏTI	FRANCE
PPA / Hab[11] (US $ 2006 ou 2007)	9500 / 116	13000 / 57	10100 / 75	12 800 / 63	1300 / 156	33 000 /27
Chômage[12]	1,8 %	9,6 %	8 %	12,5 %	NC	10,4
Liberté économique[13]	2,67 / 177	51,2 / 135	55,6 / 113	43.4 / 68	50.8 / 141	64.2 / 64

L'indice classe les nations sur dix critères généraux de liberté économique en se basant sur les statistiques de la Banque mondiale, du FMI, et de l'*Economist Intelligence Unit* (société appartenant au même groupe que *The Economist*) :

1. Liberté d'entreprise
2. Liberté des échanges
3. Poids des taxes et impôts
4. Dépenses du gouvernement
5. Stabilité monétaire
6. Liberté d'investissement
7. Dérégulation financière
8. Protection de la propriété privée
9. Lutte contre la corruption
10. Libéralisation du travail

Le score total représente la moyenne arithmétique de ces dix indicateurs, chacun d'entre eux étant noté de 0 à 100, où 100 représente une liberté maximale.

INDICATEURS DE SOCIETE (Valeur/Rang)

	CUBA	ARGENTINE	BRESIL	IRAN	HAÏTI	FRANCE
IPH-1 (%)[14]	4,7 / 6	4,3 / 3	10,1 / 22	16,4 / 35	39,4 / 74	-
IDH [15]	0,863 / 51	0868 / 49	0,813 / 75	0,782 / 88	0,530 / 149	0,961 / 8
Coefficient de Gini[16]	0,41 / (76 ?)	0,522 / 106	0,593 / 117	0,430 / 80	0,592 / (117 ?)	0,327 / 34
Sous alimentation[17]	< 5%	< 5%	6%	< 5%	58 %	< 5%
Taux de migration[18]	- 1,56 %	0 %	- 0,09 %	- 2,62 %	- 2,7 %	1, 48 %

[11] www.statistiques-mondiales.com/pib_par_habitant_ppa.htm
[12] www.statistiques-mondiales.com/chomage.htm
[13] Source *The Heritage Foundation* : www.heritage.org/Index/Ranking.aspx
[14] Source rapport ONU 2006 : www.statistiques-mondiales.com/indice_de_pauvrete_iph1.htm
[15] www.statistiques-mondiales.com/idh.htm
Données PNUD 2007 : fr.wikipedia.org/wiki/Classement_IDH_des_pays
[16] www.statistiques-mondiales.com/gini.htm
fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_%C3%A9galit%C3%A9_de_revenus
[17] Source FAO : www.statistiques-mondiales.com/sous_alimentation.htm
[18] http://www.statistiques-mondiales.com/taux_de_migration.htm

L' **IPH** mesure le degré de pauvreté ou la proportion de la population vivant dans des conditions de dénuement extrême.

Le **coefficient de Gini** est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien).

INDICATEURS DE LA VIE POLITIQUE (Valeur/Rang)

	CUBA	**ARGENTINE**	**BRESIL**	**IRAN**	**HAÏTI**	**FRANCE**
Démocratie[19]	3.52 / 125	6,53 / 56	7,38/ 41	2,83 / 45	4,19 / 110	8,07 / 24
Libertés civiles[20]	7	2	2	6	5	1
Corruption[21]	4,3 / 65	2,9 / 109	3,5 / 180	2,3 / 143	1,4 / 177	6,9 / 23

L'indice de démocratie est un classement effectué à la suite d'une enquête menée par le journal *The Economist* et qui prend en compte, la liberté du droit de vote, la sécurité des électeurs, les influences étrangères, l'indépendance des fonctionnaires.

Index des libertés civiles : Les notes les plus basses(1 et 2) dans l'échelle des libertés civiles établie par Freedom House sont décernées aux pays respectant les critères suivants : le respect de la liberté d'expression, ainsi que celui du droit d'assemblée, d'association, d'éducation et de religion. Les notes les plus élevées(6 et 7) sont accordées aux États qui offrent peu de libertés à leurs citoyens qui vivent dans la crainte de la répression. Freedom House est une organisation indépendante, non gouvernementale, fondée aux États-Unis au cours des années 1940.

[19] Source *The Economist* : www.statistiques-mondiales.com/indice_de_democratie.htm
[20] www.statistiques-mondiales.com/libertes_civiles.htm
[21] Source *Transparacy International* : www.statistiques-mondiales.com/indice_de_corruption.htm

Annexe 2

LES ACTEURS

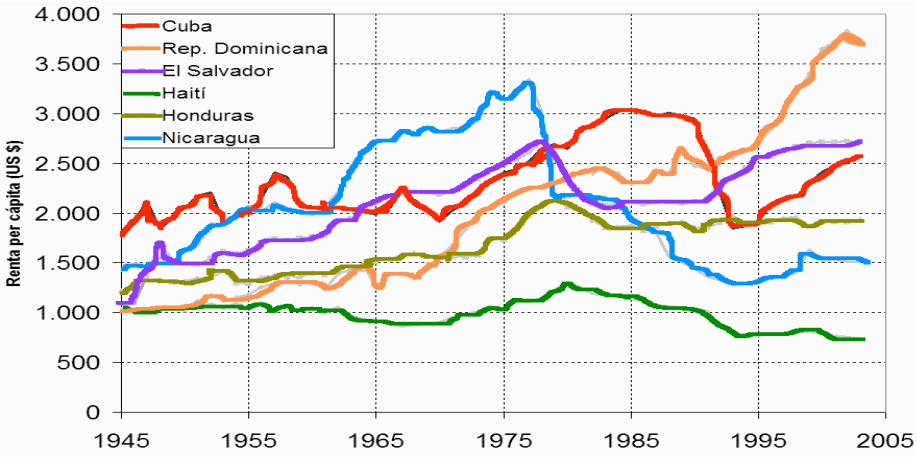
Tout bouleversement politique d'ampleur est consécutif à une crise, généralement dans plusieurs domaines (social, politique ou institutionnel, économique ou financier). De nombreux acteurs d'un poids variable, réel ou supposé, entrent alors en jeu ; ils s'affrontent ou s'allient alors au grès des événements. Pour prendre le pouvoir, il faut disposer au minimum d'un leader, d'un appareil politique, d'un bras armé de la neutralité ou de l'appui de la population.

A Cuba c'est un peuple tiraillé entre fierté et difficultés quotidiennes qui fait face à un pouvoir en perte de légitimité et qui survit au travers d'institutions d'une autre époque. Le castrisme a anémié voire détruit toute vie politique.

1. LA POPULATION

La crise économique
La population souffre de conditions de vie difficiles (salaires très bas, état des logements désastreux, alimentation très chère (coupures journalières d'électricité, infrastructures en mauvais état, etc.). Le carnet de rationnement, la *libreta* ne permet de se nourrir que pendant 10 à 12 jours par mois. La distribution de chocolat en poudre et la répartition de cocottes-minute à l'initiative de Fidel Castro apparaissent dérisoires au regard des besoins de la population.

Le revenu par habitant qui avait fortement chuté après la disparition de l'URSS, n'a retrouvé son plus haut niveau atteint en 1986 que vingt ans après[22]. Cette chute de pouvoir d'achat a été jugée suffisamment grave pour que Fidel Castro se lance, en 1992, dans une timide politique de libéralisation de l'économie.



L'accroissement des inégalités
Les deux tiers des salariés travaillent dans des entreprises d'état, beaucoup avec ses salaires insuffisants.

Les bénéficiaires des réformes : les réformes économiques de 1992 ont assoupli le rôle de l'Etat dans l'entreprise : elles ont favorisé l'initiative individuelle mais aussi le marché noir. Une partie de la bureaucratie, certains intermédiaires, les travailleurs indépendants pouvant désormais travailler à

[22] *Historical Statistics for the World Economy*: 1-2006 AD
http://www.ggdc.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_09-2008.xls

leur compte et les paysans aisés y ont trouvé l'occasion de s'enrichir. Cet ensemble constitue une classe dynamique capable de faire entendre son point de vue.

Les bénéficiaires de dollars ou de pesos convertibles : en donnant accès à certains produits, ces devises améliorent les conditions de vie. Deux sources de s'en procurer existent : l'activité exercée et les transferts provenant d'un proche, émigré.

Les laissés pour compte : les Afro-cubains sont les plus affectés car ils sont majoritaires dans les provinces touchées par la par la crise des industries de textiles et très minoritaires dans celles où le tourisme se développe. Par ailleurs, les Afro-cubains bénéficient peu des transferts envoyés par les émigrés vivant aux Etats-Unis : en effet, seuls 3% de cette population sont partis vers le sol américain.

Le déclin des valeurs morales

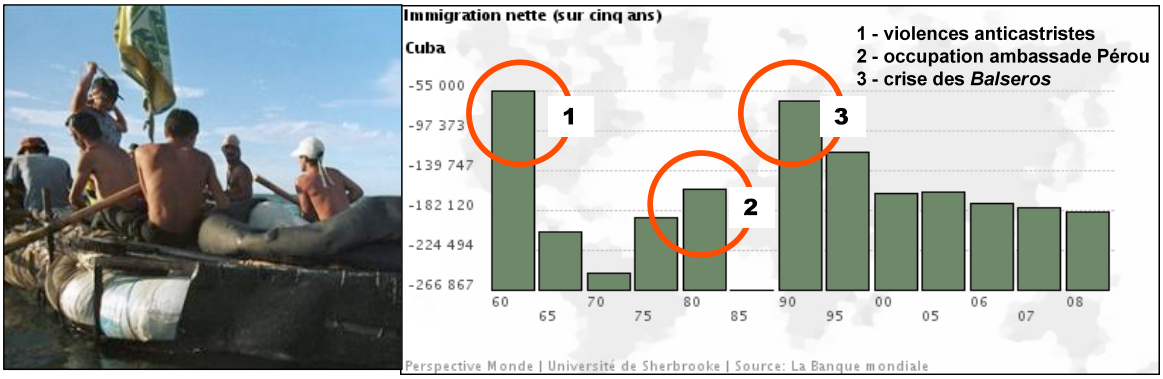
L'écart culturel et politique s'est creusé entre la génération de la Révolution et la majorité de la population, née après 1959. Non seulement la jeunesse n'a pas connu la dictature de Batista mais aujourd'hui, les jeunes veulent disposer des biens de consommation jusqu'alors inaccessibles.

Par ailleurs, Raul Castro n'a pas le charisme de son frère pour promouvoir son action politique ni pour communiquer une part de rêve.

Les mouvements contestataires

Le régime castriste a dû faire face à quatre mouvements contestataires relativement restreints. Les trois premiers ont débouché sur un exode massif de plusieurs dizaines de milliers de personnes à chaque fois :

- Au cours des premières années, des exilés cubains soutenus par la CIA, ont tenté d'imiter la révolution castriste en menant des actions violentes dans les villes et dans les montagnes (Sierra del Escambray). Ils n'ont pas entraîné le soulèvement populaire escompté ;
- En 1980, des Cubains constatant les limites de la "soviétisation" de l'économie et candidats à l'exil ont occupé l'ambassade du Pérou. Ils ont ainsi déclenché une nouvelle vague de départs ;
- en 1994 des émeutes, une nouvelle fois motivées par la rigueur des conditions de vie ont eu lieu dans plusieurs villes et notamment La Havane (crise des *balseros*).



Le quatrième mouvement, en 2002, le projet *Varela*, initié par un groupe de dissidents et fort de 11 000 signatures, a été déposé à l'Assemblée nationale. Le projet réclamait la liberté d'expression, la libération des prisonniers politiques, le droit de créer sa propre entreprise, le pluralisme et des élections générales. En réponse à cette pétition, le gouvernement cubain a procédé à l'arrestation des principaux protagonistes et il a amendé la constitution pour y inscrire le caractère irrévocable du socialisme.

Dans ces quatre cas, la base sociale des protestataires n'était pas suffisamment forte pour déstabiliser le gouvernement. Cependant, on doit noter une progression dans la nature de ces mouvements. Au début, il y a une tentative d'insurrection qui ne trouve pas une assise populaire. Ensuite, on assiste à des troubles qui éclatent spontanément pour des raisons économiques. Finalement, on relève une action purement politique.

Cela signifie que si le peuple cubain n'est pas préparé à se révolter en masse, sa conscience politique mûrit.

Un peuple fier

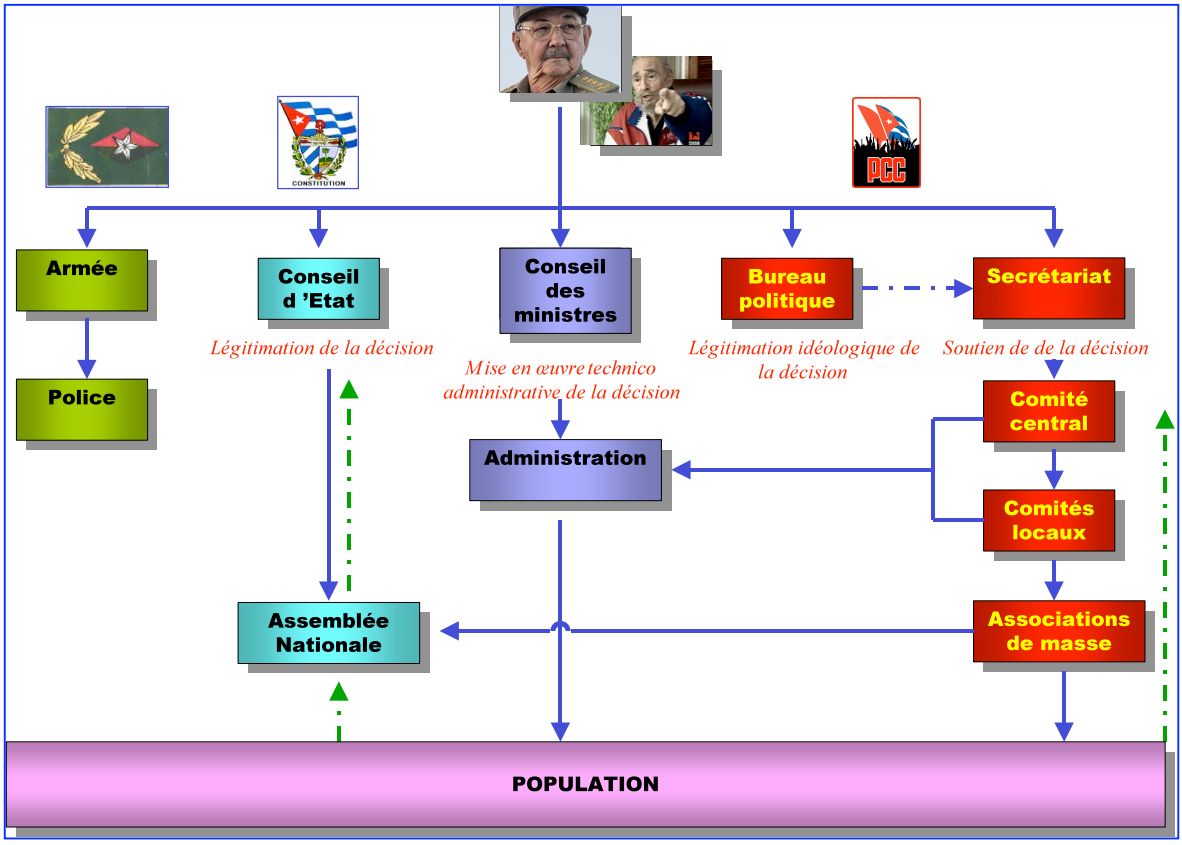
La population n'adhère plus aux idéaux de la révolution castriste mais elle est animée par un fort sentiment national. Celui-ci est plus complexe que l'anti-américanisme primaire agité comme un épouvantail depuis des décennies par le pouvoir. Cette population est suffisamment éduquée pour faire un triple constat :

- elle se souvient de vassalisation que les Etats-Unis lui ont imposé et de l'économie de type colonial qu'ils ont favorisée jusqu'à la chute de Batista ;
- elle sait aussi, en regardant les pays voisins, que sa culture latine, catholique et métissée ne la prépare pas à une nouvelle intrusion du modèle anglo-saxon dans son développement ;
- elle constate que le libéralisme ainsi qu'un pouvoir faible et plus ou moins démocratique ont plongé nombre de pays d'Amérique latine dans une situation bien pire que la sienne.

La population est, plus ou moins consciemment, placée devant un dilemme. D'une part, elle est quotidiennement confrontée à une crise sociétale extrêmement dure (développement économique insuffisant, accroissement des inégalités, perte des repères idéologiques) sans espoir d'amélioration dans le cadre actuel. D'autre part, "pour les Cubains, la révolution est liée à l'indépendance nationale, à une certaine égalité sociale, à un certain progrès matériel et à la participation populaire"[23].

[23] Etude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) Christian Nadeau //www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03-2.pdf

2. LES INSTITUTIONS



Les hommes

A Cuba, le monde politique comprend quelques caciques et il n'y a pas de relève formée.

Raul Castro est président du conseil d'Etat et par conséquent chef de l'Etat, Président du conseil des ministres. Il a hérité des fonctions de son frère Fidel provisoirement en 2006 puis définitivement en 2008. Il est aussi dans les faits Premier secrétaire du PCC et il est toujours membre du secrétariat. Le *Leader Maximo* a abandonné son titre de commandant en chef de la Révolution qui lui conférait une légitimité morale sans le transmettre.

Fidel Castro, pour préserver son autorité, a empêché l'émergence de personnalités capables de jouer un rôle clef dans l'avenir du pays :

- dans un premier temps, il a pris soin de se débarrasser des compagnons de la première heure susceptibles de lui faire de l'ombre ;
- par la suite, il a mis en place des institutions reposant sur des députés "amateurs"[24] et réduit l'appareil du parti en une structure relais, dispositions qui ne sont guère favorable à l'apparition d'une classe politique de qualité.

L'organisation du pouvoir fait apparaître qu'il n'y a pas de séparation des pouvoirs. On retrouve de nombreux hommes qui siègent la fois au Conseil d'état, au Conseil des ministres, au Bureau politique, au Secrétariat politique ainsi qu'à la haute hiérarchie militaire. Ces hommes appartiennent à la génération de Fidel Castro.

[24] Les députés sont "choisis" parmi des citoyens méritants et reconnus avant d'être élus. Ils sont convoqués deux fois par an et ne reçoivent pas de salaires

Une dizaine de responsables ont été écartés du pouvoir en 2008. Plusieurs d'entre-eux appartiennent à une génération plus jeune :

- Carlos Lage, ancien secrétaire du comité exécutif du Conseil des Ministres et vice-président du Conseil d'Etat, brillant économiste initiateur de la «Période spéciale en temps de paix» ;
- Felipe Pérez Roque, ancien ministre des Affaires Etrangères et diplomate de haut niveau très respecté ;
- Otto Rivero Torres, 35 ans, ex-vice-président du Conseil des ministres.

Ces hommes pourraient constituer une alternative au pouvoir en place ; c'est d'ailleurs la raison de leur éviction.

Le parti communiste cubain

Le parti communiste cubain (PCC) comprend environ 800 000 membres. Il est organisé comme l'étaient tous les partis communistes marxistes-léninistes. Le PCC est un mouvement orthodoxe parce que son idéologie reste très marquée par le modèle soviétique d'avant la *perestroïka*. Le PCC est sclérosé car ses composantes fonctionnent *a minima*. Le PCC est aussi stalinien dans la mesure où le pouvoir et l'initiative sont concentrés dans les mains de son premier secrétaire. Le PCC est incontournable puisque son appareil, fortement organisé et hiérarchisé, constitue un des deux piliers du pays avec l'armée.

Le congrès, qui devrait normalement se tenir tous les cinq ans, ne s'est réuni que quatre fois (1980, 1986, 1991 and 1997) et sa dernière convocation remonte à treize ans. Son rôle, outre celui d'élire les 134 membres du Comité central, est de fixer les grandes orientations politiques du pays. S'il n'est pas rassemblé, c'est qu'il pourrait être l'origine d'un élan rénovateur au sein du parti.

Le comité central ne semble avoir aucun pouvoir et n'intervient pas dans le processus décisionnel. Il n'est pas convoqué en séance plénière chaque année (7 plénums en treize ans). C'est une institution symbolique qui sert à renforcer la position de certains responsables ou à renforcer la visibilité de certains groupes sociaux ou professionnels (cubains d'origine africaine, travailleurs, etc.) [25]. Ses membres sont d'ailleurs régulièrement cooptés ou exclus par la direction du PCC selon des procédures qui ne sont pas connues[26].

Le bureau politique compte 25 membres : sa ligne directrice actuelle est de freiner toute libéralisation économique. Celle-ci ne manquerait pas d'entraîner une contestation susceptible d'échapper à tout contrôle. Cette instance, où se situe normalement le cœur du pouvoir dans un système communiste, se limite donc, aujourd'hui, à décliner et alimenter les décisions politiques très conservatrices du Premier secrétaire (en réalité Raul Castro) afin que le parti les relaie efficacement à tous les niveaux. En effet, le Parti contrôle l'administration et les organisations qui encadrent la population (jeunes, travailleurs, quartier)

Ainsi, "le PCC sert de rouage administratif et de courroie de transmission, mais il n'est pas un lieu de débat. C'est un parti sans réelle cohérence idéologique, …, ses analyses et sa production théorique sont pauvres."[27] D'un coté, il est incapable d'évoluer pour répondre à des nécessités économiques comme ses homologues chinois ou vietnamien, de l'autre la population ne lui est pas fondamentalement hostile.

[25] *Central Committee Cuba Report* 1986 p 121 et 122 Voice of America-Marti Program Research and policy United States Information agency

[26] Article " *Le castrisme après fidel Castro : une répétitiongénérale* " Janette Habel p 6

[27] idem

***Le pouvoir exécutif et législatif*[28]**
Cuba s'est doté d'une nouvelle constitution depuis 1976. Les nostalgiques du castrisme y voient les fondements d'une démocratie participative. Sans doute ne s'en tiennent-ils qu'au fonctionnement théorique des institutions.

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire, composée de 609 députés élus pour 5 ans, constitue l'organe suprême du pouvoir à Cuba. En principe, elle dispose des pouvoirs constituants et législatifs. Elle se réunit deux fois par an en session ordinaire. Elle élit, parmi les députés, le Conseil d'Etat. Elle désigne aussi les membres du Conseil des ministres, le plus haut organe exécutif et administratif.

Le Conseil d'État, qui comprend 21 membres, représente l'Assemblée nationale entre deux sessions. En réalité, c'est lui qui prend les décisions relatives à la politique nationale ou internationale sous l'autorité de son Président (Raul Castro) ; l'Assemblée entérine ces décisions bien plus qu'elle ne les oriente.

Le Conseil des ministres est le gouvernement de Cuba, il est dirigé par le Président du Conseil des ministres (Raul Castro). Il est chargé d'organiser l'ensemble de la politique intérieure et extérieure du pays selon les orientations décidées par Le Conseil d'État.

Le secrétaire du comité exécutif du Conseil des Ministres a une position équivalente à celle de Premier ministre.

Les assemblées provinciales (14) **et municipales** (169 *municipios*) représentent l'Etat au niveau local.

Ces institutions sont complètement noyautées par le parti communiste dont les membres occupent les postes clefs. Les candidats pour les conseils communaux, provinciaux ainsi que pour le parlement sont proposés par les quartiers et les organisations de masse (voir § 4).

3. L'ARMEE [29]

Une étroite implication dans l'appareil de l'Etat
Le parti et l'armée peuvent être considérés comme étant complémentaires et non rivaux. A l'origine, les deux tiers des membres du Comité Central du PCC étaient issus des forces révolutionnaires. Avant de succéder à son frère, Raul Castro a été ministre de la défense pendant prés de quatre décennies. Aujourd'hui, outre Raul Castro, le Bureau politique compte encore cinq hauts responsables militaires.
Par ailleurs, six généraux siègent au Conseil d'Etat, trois au Conseil des ministres. Parmi eux, le ministre de l'Intérieur ainsi que celui de l'information et de communications. Depuis 1989, les services policiers, de sécurité et d'espionnage du Ministère de l'Intérieur sont passés sous le contrôle des FAR.

Une image globalement positive
Non confondues avec la police par la population, les forces régulières n'ont pas terni leur image par des actions de répression dont elles ont toujours été tenues à l'écart.

---

[28] Etude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) Christian Nadeau
//www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03-2.pdf
Wikipédia : //fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_Cuba

[29] *The cuban military and transition dynamics*
http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/BLatell.pdf

L'armée jouit également dans la population d'une légitimité et d'un prestige liés à son action au cours de l'insurrection contre Batista, mais aussi à ses combats victorieux contre l'impérialisme, de la baie des cochons à l'Afrique. De plus, elle a fonctionné pour de nombreux Cubains modestes comme un ascenseur social.

Un rôle décisif dans l'économie

L'armée contrôle[30] prés d'un tiers des entreprises du pays : sociétés d'état, établissements mixtes ou des *joint ventures* associées à des capitaux étrangers. Ces entreprises sont gérées comme des affaires privées. Elles couvrent tous les secteurs économiques : armement léger et ravitaillement des armées, transports et ports, communications, banque, tourisme, sucre, tabac.

Elles emploient 20% des employés d'Etat. Selon des chiffres qui restent à confirmer mais qui donnent un ordre de grandeur significatif, elles réalisent 90% des exportations et 60% des transactions en monnaie forte. Elles contrôlent 60% du tourisme.

Les avantages de cette ouverture sont d'ordre économique et politique. D'une part, ces sociétés participent à l'autosuffisance du pays, elles améliorent la productivité et leur gestion peut-être prise comme modèle. D'autre part, elles participent à une libéralisation de l'économie sans risque d'entraîner celle des idées. En même temps, elles enrichissent une partie des cadres en activité ou en retraite et leur évitent ainsi de se poser trop de questions.

Les lignes de fracture

Les FAR sont attachées à un système politique qui garantie leur pérennité et des avantages substantiels : elles ne sont pas pour autant un corps monolithique.

Beaucoup d'officiers, formés en URSS, ont pu être séduit par le modèle soviétique de Gorbachev [31] bien que l'exemple russe soit propre à refroidir bien des enthousiasmes. A cette catégorie, s'ajoute probablement celle des les jeunes officiers désireux de sortir de l'impasse, certains trouvant les solutions chinoises et vietnamiennes intéressantes.

Outre les convictions politiques, deux conceptions du rôle de l'armée s'affirment progressivement : d'un coté les cadres qui ont des responsabilités opérationnelles, de l'autre ceux chargés de la gestion des entreprises. L'implication des militaires dans les affaires a pour autre conséquence d'entraîner la corruption dans une institution que les Cubains considéraient jusqu'à une période récente comme relativement intègre. Les FAR sont donc comme le parti communiste un passage obligé pour toute réforme d'envergure : elles ont à la fois la capacité de générer le changement, celle de l'encourager, celle de le porter ou au contraire elles sont capables de tuer dans l'œuf toute velléité.

4. LES AUTRES COMPOSANTES DE LA SOCIETE[32]

Les organisations de masses

Les organisations de masse sont nationales, uniques et catégorielles. Etablies pour représenter leurs membres et orienter les politiques de l'État, elles lui servent en réalité à :

- mobiliser le corps social en fonction de ses objectifs ;
- s'informer ;
- détecter les éléments indésirables.

[30] par l'intermédiare d'un organime *appelé Grupo de Administracion Empresarial S.A* (GAESA) aux ordres du ministre de la Défense Julio Casas Regueiro.

[31] Comme le général Ochoa éxécuté en 1989 pour être devenu trop encombrant

[32] Etude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) Christian Nadeau //www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03-2.pdf

L'église catholique et la "société civile à Cuba" Philippe Létrillard Les études du Céri n°113 mars 2005

Regroupant parfois plus de 90% de personnes appartenant à une même catégorie, ces associations réellement de masse sont au nombre de neuf : elles assurent un maillage étroit et croisé de la population. Ce maillage est :

- général (parti communiste, jeunesses communistes et pionniers) ;
- fonctionnel avec les associations corporatistes (élèves et étudiants, travailleurs, femmes, agriculteurs, vétérans) ;
- territorial avec les comités de défense de la révolutionnaire (par quartier).

Les Comités de défense de la révolution (CDR), qui regroupent sept millions de personnes, sont complémentaires des administrations communales : il veille à l'hygiène et la sécurité des lieux tout en s'assurant de la discipline révolutionnaire.

L'église

Si l'Eglise catholique compte 65% de baptisés, il n'y a que15% de pratiquants et la présence de cultes d'origine africaine entraîne un syncrétisme important.

Le clergé peu nombreux et limité aux villes souffre de son passé récent : il a été longtemps considéré comme un vecteur de l'hispanité et comme l'alliée de la bourgeoise. Son influence a été fortement réduite par la nationalisation de certaines institutions religieuses (hôpitaux, écoles, etc.)

Cependant de nouvelles perspectives se sont ouvertes : la recrudescence de la foi qui est constatée dans de nombreux pays est également visible à Cuba(incertitudes planétaires, fin prévisible du castrisme, difficultés quotidiennes). Par ailleurs, dès 1991, les relations entre le PCC et les catholiques ont été normalisées : l'interdiction pour les croyants d'être membres du parti a été levée. En 1996, les sorties de symboles religieux sur la place publique ont été autorisées. Parallèlement, le retour de la fonction sociale de l'Eglise a été toléré.

L'Eglise agit dans le cadre de sa doctrine sociale et selon trois axes :

- apparaître comme l'interlocuteur principal du pouvoir et être reconnu comme tel en choisissant coopérer plutôt qu'affronter et en affirmant sa vocation d'exprimer des idées différentes ;
- être un acteur social incontournable qui par son action discrète qui fait prendre conscience des dysfonctionnements plutôt que les dénoncer [33] ;
- montrer que la religion catholique est constitutive des valeurs humaines en soulignant que cette dernière est un des fondements de la culture latino-américaine.

L'Eglise veut ainsi participer à la reconstruction des personnes en tant qu'êtres sociaux et à un renouveau civique par l'enseignement, le développement de l'initiative et l'ouverture au pluralisme d'opinion.

Les organisations contestataires :

La dissidence est atomisée. Les organisations contestataires qui existent sur le sol cubain sont limitées en effectifs et souvent dans la durée, car il est illégal de contester l'Etat.

Les organisations politiques : sur le plan idéologique, elles couvrent le spectre traditionnel, de la droite libérale à gauche sociale démocrate avec un projet institutionnel. Sur le plan méthodologique, il y a d'un coté ceux qui sont radicalement opposés au régime, d'un autre coté il y

[33] Des réseaux d'entraide réseaux locaux se mettent en place dans les villes (personnes âgées, enfants, scolarisation) mais ils touchent peu les campagnes et les jeunes. Caritas Cuba est une ONG nationale qui dispose de financements extérieurs (aide alimentaire, médicaments).

a les réalistes partisans d'un dialogue avec le pouvoir avec pour but une transition maîtrisée et indépendante des Etats-Unis. Parmi ces derniers, le Mouvement Chrétien de Libération (MCL) à l'origine du projet *Varela* précédemment cité.

Les organisations de défense des droits de l'homme apportent un soutien aux prisonniers politiques et à leur famille.

Les mouvements d'action civique et sociale corporatistes (petits syndicats indépendants) ou représentant une catégorie sociale (mères cubaines) se développent en marge des organisations de masse.

Les bibliothèques indépendantes, crées pour permettre l'accès à la lecture d'un plus grand nombre diffusent des ouvrages tout juste tolérés et elles sont devenues des lieux d'échange.

Ces mouvements cherchent parfois à se coaliser mais ils sont souvent divisés par des querelles d'intérêts et de personnes. Ils sont capables d'alerter sporadiquement l'opinion internationale sur les dysfonctionnements du castrisme. La contagion de leurs idées inquiète le régime : de nombreux opposants ont été lourdement condamnés à des peines de prison en 2003.

En revanche, sans chefs de file ayant acquis une envergure internationale, ils ne semblent pas en mesure d'apporter un véritable projet politique alternatif. Le retour aux libertés fondamentales, qu'ils défendent, est insuffisant pour constituer un programme de gouvernement.

5. LES ACTEURS PERIPHERIQUES

Les forces parallèles
Ces forces sont au nombre de quatre : les coulisses diplomatiques, les services secrets, les mafias et les lobbies. On sait qu'elles existent mais leur nature contraint de se limiter à des suppositions.

La diplomatie officielle soutien le régime cubain en place : certains pays comme le Venezuela ont besoin d'avoir Cuba comme allié, d'autres comme le chine ont besoin de ses ressources. La diplomatie parallèle prévoit la succession en distribuant des fonds et en promettant un appui politique et économique aux éléments susceptibles de prendre la relève.

Les services secrets : trois ont plus d'importance que les autres à savoir la CIA, le renseignement des cubains en exil et les services chinois.

La CIA n'a pas une position facile. En effet, l'administration Obama est confrontée à un équilibre délicat entre :

- la stabilité régionale ;
- l'idéal de démocratie naïf mais réel de l'opinion publique ;
- le lobby des exilés cubains qui ont un poids électoral significatif en Floride[34] et dans le financement de la campagne présidentielle,
- les lobbies des multinationales.

A cela s'ajoutent les liaisons dangereuses de ce service avec les diverses mafias qu'elle utilise.

Les rapports Collin Powell (2004) puis Condoleeza Rice (2006) sur le renversement du régime cubain illustraient de manière caricaturale le poids du politique ; on se demande comment autant d'intelligence et de compétences ont pu aboutir à des projets aussi irréalistes.

[34] Un état clef dans les élections américaines

Les services de exilés cubains servent de couverture à la CIA mais ils ont des buts différents.

Les services chinois ont les moyens d'être bien implantés et informés : ils exploitent trois stations d'écoute ou de guerre électronique : Bejucal prés de La Havane, Wajay prés de Santiago de Cuba, and Paseo. Leur intérêt est de maintenir leur position à Cuba : il leur faut un régime communiste stable, ce qui signifie d'avoir une direction à la tête du PCC qui soit ouverte à des réformes économiques.

Les lobbies des multinationales américaines ont plusieurs objectifs face aux Chinois :
- les marchés de la reconstruction ;
- des entreprises performantes à absorber comme l'industrie pharmaceutique ;
- un espace de délocalisation qui est un réservoir de main-d'œuvre instruite, peu coûteuse et située à leur porte ;
- des ressources telles que le nickel.

Le crime organisé [35]

Les détracteurs du régime cubain affirment qu'il existe des liens étroits entre certains dignitaires de La Havane et les cartels de la drogue. L'affaire Ochoa donne du crédit à cette allégation. En effet ce brillant général, subissant de plein fouet la fin de l'aide soviétique, a financé sa campagne en Angola en 1987-1988 à l'aide de divers trafics, notamment celui de la cocaïne[36].

Dans le cadre d'une nouvelle donne qui affaiblirait le pouvoir, les cartels colombiens et mexicains bénéficieraient d'une nouvelle route vers les Etats-Unis et de sociétés locales pour blanchir leurs revenus illicites. Ils pourraient aussi prendre le contrôle de l'Etat et profiteraient ainsi d'une structure performante pour accroître leurs activités relatives à la drogue, à la contrefaçon et au commerce des êtres humains. Des généraux pourraient, comme dans plusieurs pays de l'ex URSS, prendre la tête de certains trafics.

La communauté cubaine aux Etats Unis [37]

La communauté cubaine aux Etats Unis représente un puissant lobby. Elle n'a jamais cessé d'exercer un pouvoir de nuisance visant à abattre ou affaiblir le régime castriste. En revanche, on peut s'interroger sur le rôle qu'elle pourrait tenir dans le cas d'un changement politique dans l'île.

Un lobby puissant : la population cubaine émigrée aux Etats-Unis compte regroupe 1,3 million de personnes dont environ la moitié vit à Miami. Son dynamisme tient à sa puissance économique et à son rôle dans la vie politique américaine.

35 *STRATFOR Global Intelligence* http://cubanintelligence.com/wp-content/uploads/2009/07/organized-crime-in-cuba.doc

36 Arnaldo Ochoa sera accusé de corruption et fusillé en 1989 pour des raisons politiques et pour dédouaner le régime.

37 Le lobby cubain aux Etats-Unis de 1959 à nos jours Salim Lamrani http://viktor.dedaj.perso.neuf.fr/html/lobby.html

Plusieurs facteurs expliquent son patrimoine et ses capacités financières qui se chiffrent à plusieurs dizaine de milliards de dollars :

- La première vague d'émigration après la révolution comptait de nombreux Cubains fortunés et biens formés qui ont su créer les bases d'une économie à caractère communautariste, investissant aussi bien dans le petit commerce que les sociétés internationales.
- Elle a donné un nouvel essor aux échanges commerciaux avec l'Amérique du Sud américain dont elle connaissait la langue et la culture. Elle a en a tiré un grand profit ;
- Elle a bénéficié des fonds importants mis en place par le gouvernement américain (CIA, USAID) pour lutter contre le castrisme.
- Ses détracteurs évoquent les revenus qu'elle tire du trafic de drogue ; 70% de la cocaïne consommée aux Etats-Unis passant par la Floride.

Son influence politique peut s'expliquer par les raisons suivantes :

- La communauté cubaine pèse un poids électoral significatif en Floride, Etat clef dans l'élection présidentielle. Elle compte cinq représentants au Congrès dont un sénateur. Deux députés, les frères Diaz-Balart sont particulièrement actifs.
- Elle a su s'organiser en puissantes associations favorisées et courtisées par Washington. La CNAF (*Cuban American National Foundation*), créée dès l'arrivée au pouvoir du Président Reagan en 1981, a longtemps été un mouvement activiste avec une branche armée. Ce mouvement a fini par s'essouffler et Le CLC (*Cuba Liberty Council* ou Conseil pour la Liberté de Cuba) a pris sa relève en août 2001.

La lutte de ces associations contre Castro s'est exercée selon deux axes :

- le combat en faveur du maintien de l'embargo économique, commercial et financier ;
- des actions de déstabilisation visant à assassiner le dictateur cubain (tentative déjouée lors son voyage vers l'île de Margarita au Venezuela en 1990). à nuire à l'image du régime (explosion de l'avion transportant l'équipe d'escrime médaillée en 19776), à saboter son économie (attentats à la bombe contre des hôtels de La Havane en 1997, introduction d'un insecte destructeur de pommes de terre en 1996).

Les nouvelles tendances : plus de la moitié de la population cubaine vivant aux Etats-Unis ne connaît pas Cuba. L'idée de laisser le régime cubain s'effondrer de lui-même fait son chemin. L'administration américaine du Président Obama est beaucoup moins extrémiste et impliquée en Floride que l'Administration Bush. En avril 2009, la CNAF a publié un article de mandant la levée des restrictions pesant sur l'aide apportée au peuple cubain et sur les déplacements. Par ailleurs, il faut être prudent pour ne pas compromettre les chances d'un juteux business.

6. LES MEDIAS ET LES TELECOMMUNICATIONS

Selon Raul Rivero, journaliste indépendant de *Cuba Press* "A Cuba, non seulement il n'y a pas de liberté de la presse. Pire encore : il n'y a pas de presse. Il circule sous forme de journaux, de revue, d'émissions de radio et de télé, une révision de la vie que l'État veut imposer à la population."

Les médias sont strictement encadrés : il n'existe aucune possibilité de diffusion d'informations en dehors des médias "officiels".

Le Net[38] reste hors de portée de la majorité de la population, en raison du coût des ordinateurs et des connexions et de la lenteur de ces dernières. Seul 1,7 % des Cubains a un véritable accès à Internet, soit le taux le plus bas d'Amérique.

[38] http://www.rsf.org/fr-ennemi36626-Cuba.html

Deux réseaux parallèles coexistent sur l'île : le réseau international et un intranet cubain limité. A l'extérieur des hôtels, seuls quelques privilégiés disposent d'une autorisation spéciale et ont la possibilité de se connecter au réseau international qui est en partie censuré (sites de dissidents).

Une petite communauté de blogueurs, qui progresse en importance et en activité, commence à attirer l'attention des autorités. Ces blogueurs publient leurs articles via des amis à l'étranger (envoi par e-mails depuis un hôtel) ou par l'intermédiaire de clés USB, qui passent également de main en main.

La télévision se limite à deux chaînes généralistes, deux chaînes culturelles. Une chaîne câblée est réservée aux hôtels et aux résidents étrangers. Depuis 1998, la possession d'une antenne pour capter les chaînes de télévision étrangères est punie d'amende. TV Marti diffusent à partir de ses studios de Miami.

La Radio : il existe de plusieurs stations nationales et de nombreuses radio locales. Le brouillage de Radio Marti, également basée à Miami, semble relativement inefficace.

Le téléphone portable : jusqu'en 2008, seuls les étrangers en visite et les représentants du gouvernement y avaient droit. Aujourd'hui, ce sont surtout les Cubains les plus aisés qui peuvent en profiter.

La presse écrite comprend de nombreux titres : *Granma*, le seul quotidien national, est le porte-parole du PCC.

Il semblerait que le régime ne dispose pas de moyens techniques suffisants pour bloquer complètement toutes les informations en provenance de l'étranger par Internet ou par radio ou télédiffusion. Par ailleurs, il est obligé de céder graduellement du terrain face aux moyens moderne de communications, le téléphone portable après le net, pour des raisons économiques et pour contenter les éléments les plus dynamiques de sa population.

Annexe 3

I- Organisation de l'enseignement supérieur

Après la Révolution, à la fois parce que le pouvoir en place a fait le choix de l'éducation et qu'il faut combler de toute urgence les « vides » laissés par les médecins, enseignants, architectes, ingénieurs, etc. partis en exil, l'enseignement supérieur connaît un développement très rapide et très important sur les mêmes principes de gratuité totale et d'accès général qui caractérisent l'enseignement primaire et secondaire.

L'effondrement du bloc socialiste et la crise économique qui l'a suivi ont durement touché le secteur de l'enseignement supérieur, non seulement en termes de ressources pour les équipements, et les salaires des professeurs, mais aussi parce que Cuba a perdu, avec la disparition du bloc de l'Est, tous ses partenaires de formations doctorales ou post-doctorales (plusieurs dizaines de milliers de Cubains ont obtenu leurs diplômes en URSS ou dans les pays de l'Est, le plus souvent après avoir appris la langue du pays tandis que la coopération avec les pays du monde libre était réduite à sa plus simple expression), la plupart de ses gisements d'information et de documentation scientifique, tout son réseau scientifique de congrès, colloques, symposium et autres réunions internationales.

Depuis le début des années 2000, Cuba a donc activement cherché à relancer des coopérations universitaires et scientifiques, tant avec ses voisins (Venezuela, Mexique...) qu'avec les pays de l'Union européenne (Espagne, Royaume-Uni, France, Italie notamment).

L'enseignement supérieur est organisé autour de plusieurs ministères :

- le MINED (Ministère de l'Éducation) est en charge des 15 Instituts Supérieurs Pédagogiques (formation des maîtres et des professeurs de l'enseignement primaire et secondaire) ;
- le MES (Ministère de l'Éducation Supérieure) est en charge de l'enseignement supérieur : 14 Universités pluridisciplinaires, 56 centres d'éducation supérieure (niveau municipal) et la plupart des écoles d'ingénieurs ;
- le MINSAP (Ministère de la Santé Publique), dont dépendent les 22 facultés de Médecine ;
- l'Institut National des Sports pour les Centres de formation de professeurs d'éducation physique et sportive ;
- le MINCULT (Ministère de la Culture) pour les écoles d'Art ;
- le CITMA (Ministère des Sciences, Technologies et Environnement) est en charge de certaines écoles d'ingénieurs.

Il existe une université pluridisciplinaire dans chaque grande ville, soit quatorze universités.

D'après les autorités cubaines, pour l'année 2008-2009, l'île compte 710 978 étudiants inscrits en cycle supérieur, dont 143 735 en formation initiale (le reste sont des travailleurs inscrits en formation continue), encadrés par un total de 160 236 professeurs. (source : Ministère de l'Enseignement Supérieur, http://www.intraeco.mesedu.cu/)

II- Organisation des études et enseignements dispensés

À partir de l'âge de douze ans, les jeunes Cubains suivent trois années d'enseignement dit « básico », qui correspond à nos collèges, puis trois années d'enseignement dit « pre-universitario », qui correspond à nos lycées. Il existe un examen d'entrée à l'Université, basé pour moitié sur les notes obtenues au cours de la scolarité et pour moitié sur les notes obtenues à l'examen d'entrée proprement dit. Il y a pour chaque faculté un nombre déterminé de places par filière, en fonction des besoins estimés du pays ou de la province. Les élèves qui ne réussissent pas le concours sont orientés vers des formations techniques ou technologiques courtes, deux à trois ans, sans véritable possibilité de choix de carrière. Certains de ces instituts techniques supérieurs dispensent des formations particulièrement appréciées : informatique, commerce extérieur, design, hôtellerie, comptabilité, mécanique, électricité, etc.

Trois filières d'enseignement supérieur sont proposées :

- une filière technique courte, qui dure deux à trois ans dans des instituts techniques analogues à nos IUT ;
- une filière technique longue, qui dure cinq ans dans des universités polytechniques analogues à nos écoles d'ingénieurs et qui est sanctionnée par une « maestria » ;
- une filière universitaire longue, qui dure cinq ans dans des Universités de type traditionnel et qui est sanctionnée par une « licenciatura » donnant lieu à la soutenance d'un mémoire dit « tésis de diploma ». Il est possible de continuer sur un doctorat. Les études de médecine et de langue vivante durent 6 ans.

Modalités d'apprentissage :

- Cursus rigide : on ne choisit pas ses UV
- 25 à 30 heures de cours par semaine
  présence obligatoire
- spécialisation que pour les deux dernières années
- stages pratiques en entreprise tous les ans

À l'issue de leur licence, les étudiants universitaires (ce n'est pas le cas des instituts techniques) se voient offrir une place et une fonction correspondant au niveau et au contenu de leurs études. Ils sont tenus de l'accepter pour la durée de deux ans, c'est le « service social », par lequel ils sont censés rembourser en partie le coût de leurs études ; ils perçoivent alors un salaire équivalent au salaire moyen (200 pesos cubains par mois soit environ 15 €)

III- Principaux atouts du système d'enseignement supérieur

Malgré les difficultés de tous ordres, notamment l'absence de liberté d'expression, l'université cubaine réunit des conditions intellectuelles de formation qui restent parmi les meilleures en Amérique latine (38 % des enseignants de l'université de La Havane sont docteurs). La qualité de l'enseignement supérieur à Cuba est globalement reconnue (de l'avis des professeurs d'universités françaises qui montent des programme de coopération avec les universités cubaines) ; toutefois les universités manquent de moyens (locaux et matériels vétustes, accès limité à l'information et aux réseaux internationaux). Cette situation justifie pleinement la politique de recherche d'alliances avec des universités européennes ou latino-américaines qui pourront contribuer à une amélioration progressive des conditions matérielles difficiles que connaît l'enseignement supérieur à Cuba.

Comme l'enseignement supérieur, la recherche, notamment dans le secteur des sciences et de la technologie est une priorité nationale dans la mesure où il est perçu comme l'élément clé du développement du pays, développement interne et amélioration de ses capacités d'insertion internationale. Il y a à Cuba une liaison forte entre université et recherche, entre recherche fondamentale, application, production et commercialisation.

L'université est au cœur de la vie de la population. L'interaction est forte entre université et société, grâce par exemple aux relations études-travail (les étudiants réalisent un travail pré-professionnel dans les conditions réelles de la production et des services), la formation permanente et la formation en alternance.

Les échanges internationaux dans ce secteur pour les formations pré-doctorales sont cependant pratiquement impossibles. Les jeunes ne peuvent se rendre à l'étranger avant leur doctorat. Ils sont en effet tenus d'effectuer leur « service social » de deux ans avant de prétendre à un voyage à l'étranger. Or ce « service social » a généralement lieu en Master 1.

Pour les étudiants étrangers, les seuls cursus universitaires payants sont ceux de l'INDER (sports) et du Ministère de la Culture (École Nationale d'Art et Institut supérieur des Arts). Les étudiants étrangers doivent être titulaires d'un baccalauréat ou un diplôme équivalent, avoir un visa et l'obligation de suivre des cours d'espagnol.

En 1999, Cuba a ouvert l'École Latino-américaine de médecine à destination d'étudiants issus de

milieux modestes venant principalement d'Amérique latine, des Caraïbes, et d'Afrique, accueillant actuellement près de 3 00 étudiants en médecine de 23 pays.

IV- Coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur

a) français

Les coopérations universitaire et de recherche sont étroitement liées entre la France et Cuba : les conventions sont signées entre universités mais concernent le plus souvent les laboratoires de recherche (français) de celles-ci. Globalement, on peut estimer que les coopérations universitaires « pures » concernent les sciences humaines (sciences politiques, gestion, architecture), tandis que les coopérations en recherche concernent l'ensemble des sciences exactes et naturelles (mathématiques appliquées, physique et chimie, informatique, biologie, biotechnologies, océanologie, agronomie).

Le poste soutient des échanges entre 17 centres universitaires et de recherche en France et dans les DFA et les universités cubaines, dont le CNRS, le CIRAD, l'INRA, l'IRD. Pour le tableau ci-dessous, nous différencierons la coopération universitaire et scientifique (cette dernière n'incluant que les centres de recherche pré-cités).

La coopération universitaire et scientifique entre la France et Cuba financée par l'ambassade concerne quasi exclusivement la formation de doctorants préparant des thèses en cotutelle (un directeur de recherche français et un cubain, soutenance devant un jury mixte et double reconnaissance du diplôme).

Liste des accords de coopération

Laboratoire / Université	Partenaire cubain	Projet 2009
IRD Marseille Paul Cézanne - biotechnologies et microbiologie	Université d'Oriente (Santiago)	projet de recherche sur l'utilisation des résidus de café- échange de chercheurs
IRD Marseille Mexico - océanographie	Centro de Estudios Ambientales de Cienfuegos	financement thèse co-tutelle (1ère année)
Université Paris 11 - biologie moléculaire	Centre de Recherches Marines de l'Université de La Havane	nouvelle thèse cotutelle, achat matériel, séjour Dr Casane à Cuba, séjour Pr cubain en France
Université Paris 11 - Chimie Physique Photodynamique	Instituto Superior de Tecnologías y Ciencias Aplicadas.	financement thèse co-tutelle (1ère année)
Université Bordeaux 1 - Chimie Physique, Photodynamique	Instituto Superior de Tecnologías y Ciencias Aplicadas.	financement thèse co-tutelle (2ème année)
CNRS Marseille - Mathématiques et Informatique (TIC)	ISPJAE	mission de 2 chercheurs français + 2 chercheurs cubains
ENSEIRB Bordeaux - physique optique	Université d'Oriente	missions de 3 scientifiques cubains en France
Université P.Sabatier Toulouse - chimie	Instituto Superior de Tecnologías y Ciencias Aplicadas.	financement thèse co-tutelle (2ème année)
Université Lyon I - Institut de Biochimie et Biologie des protéines - recherche biomédicale (réparation tissulaire)	Université de La Havane - faculté de Chimie- centre d'Ingénierie génétique	missions de 4 chercheurs cubains
INRA Nancy- ENGREF traitement du bois et des ressources forestières	Université Pinar del Rio	financement thèse co-tutelle (3ème année)
CIRAD Guadeloupe et Martinique recherche agronomique - virologie -agroécologie	Instituto de Investigaciones Hortaliza Liliana Dimitrova et INISAV	3 missions chercheurs CIRAD-PRAM, 1 thèse cotutelle
Université Bordeaux II - Cancérologie	Centro de Inmunologia Molecular	mise au point d'un vaccin contre le cancer gastrique -missions en France et à Cuba

Laboratoire / Université	Partenaire cubain	Projet 2009
Pôle universitaire Montpellier - Physique-chimie, bactériologie, pharmacologie	Université de La Havane	4 thèse en cotutelle, échanges de professeurs
Université P.Sabatier Toulouse - mathématiques appliquées à la cartographie	Université de La Havane	thèse en cotutelle (3ème année)
UAG (Université Antilles Guyane) - mathématiques et océanologie	Université de La Havane+ Institut d'Océanologie	thèse en cotutelle (3è année)+ missions et échanges de professeurs
UAG - Informatique appliquée au risque cyclonique	Université de La Havane	thèse cotutelle 1è année + 1 mission
PRAM Martinique Agronomie (Fruits)	Instituto de Investigaciones Hortaliza Liliana Dimitrova	thèse en cotutelle (1ère année)
IRD Montpellier - Biodiversité alimentaire (cryoconservation espèces)	Instituto Nacional Ciencia Agricola	thèse en cotutelle (1ère année)
Université Bordeaux III - Histoire (traces françaises à Cuba)	Université d'Oriente	édition livre
Université de Savoie - droit et économie	Université de La Havane	Première visite d'un professeur français à Cuba
Sciences Po Paris	Université de La Havane	Étudiant en Master 2+ prof invité
École Nationale d'Architecture Paris La Villette	CUJAE + Santiago	Atelier annuel entre étudiants cubains et français - restauration du Malecon
IUT Bordeaux IV - Sciences de Gestion	Université d'Oriente	échange de professeurs (3 français et 1 cubain)
IHEAL	ULH	séminaire annuel macroéconomie et démarrage thèse cotutelle
École des Mines d'Ales - Chimie et pharmacie	Faculté de Las Villas	thèse en cotutelle (1ère année)
Université de Bretagne Sud - informatique	Instituto Superior Politecnico Jose Antonio Etcheverria	échange de professeurs
Université d'Avignon - informatique	Université de La Havane	thèse en cotutelle (1ère année)

b) d'autres pays, notamment européens

Voir les sites Internet des ambassades des pays européens à Cuba.

V- Orientation de la coopération universitaire franco-cubaine

La coopération universitaire franco-cubaine :

- contribue au développement du pays. Les responsables cubains souhaitent diversifier les sources de production du pays et comptent sur ce secteur à haute valeur ajoutée.
  assure la formation des élites
  contribue à l'intégration régionale : de nombreux projets de recherche concernent des problématiques partagées avec les autres pays de la région et les DFA (dans le domaine de l'agriculture, de l'environnement ou des pathologies humaines ou animales).
- s'inscrit dans le cadre de structures universitaires ou de pôles scientifiques considérés comme non-gouvernementaux et « décentralisés ».
- concerne des domaines comme les sciences exactes et naturelles, les biotechnologies, l'environnement, l'agriculture et l'économie.

Annexe 4

Cartographie de la zone Caraïbe

Bibliographie

Doc 1- « La politique internationaliste de Cuba : entre éthique et stratégies ». Hortense Faivre d'Arcier-Flores * *El Correo*. Paris, le 9 janvier 2009.
(Hortense FAIVRE D'ARCIER-FLORES Docteur en Etudes ibériques et latino-américaines de l'Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris III. Professeure agrégée aux Ecoles Militaires de Saint-Cyr Coëtquidan et chercheur au CREC (Centre de Recherche des Ecoles). Chercheur associé au LIRA/ERIMIT (Université de Rennes II) et au GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise).

Doc 2- « Notre jeunesse est préparée pour continuer l'œuvre de la révolution » José Ramon Machado Ventura à la séance de clôture du 9e Congrès de l'Union des jeunesses communistes à Santa Clara . Article de Freddy Pérez Cabrera.

Doc 3- « Le castrisme après Fidel Castro: une répétition générale » par Janette Habel.

Doc 4- « Fidel Castro : bilan de la révolution à l'heure des rumeurs sur sa convalescence » Christian Nadeau * La Chronique des Amériques Décembre 2006 No 40.

Doc 5- « Le peuple : l'avenir de Cuba? » Par Fabrice Bory.

Doc 6- « Fidel Castro et l'avenir de Cuba » par Salim Lamrani mardi 4 mars 2008.

Doc 7- « L'obsession cubaine de la Maison-Blanche » par Salim Lamrani Article publié le 24 décembre 2007.

Doc 8- « Les paradoxes de l'économie cubaine » Carmelo Mesa-Lago.

Doc 9- « L'après Fidel Castro : les enjeux géopolitiques » Christian Nadeau * La Chronique des Amériques Septembre 2006 No 29.

Doc 10- « La détente entre les Etats-Unis et Cuba est compromise », le monde 08 janvier 2010.

Doc 11- « Cuba, un exemple en agroécologie » Livia Rodriguez Delis le 17 décembre 2009.

Doc 12- « Fidel Castro et l'avenir de Cuba » par Altamiro Borges publié le 19 mars 2008.

Doc 13- « L'après-Castro est en route » le Point du 18/01/2007.

Doc 14- « Des nervis dispersent les manifestants pour les droits de l'homme à Cuba » The Associated Press *jeudi 10 déc, 2009.*

Doc 15- « Demain, Cuba... » par Maurice Lemoine Article publié le 12 septembre 2006.

Doc 16- « Nouveau rapport de la Commission sur Cuba : la recette pour un nouvel échec » par Wayne S. Smith Article publié le 21 août 2006.

Doc 17- « L'histoire acquittera-t-elle Fidel Castro ? » par Mario Osava Article publié le 29 août 2006.

Doc 18- « Les dilemmes de la transition cubaine : l'heure des changements révolutionnaires » par Pablo Stefanoni Article publié le 3 juillet 2007.

Doc 19- « Le pouvoir militaire, un corps monolithique sans fissures visibles » par Gustavo Sierra Article publié le 19 juin 2007.

Doc 20- « Le coeur de l'économie cubaine, dans les mains des forces armées » par Gustavo Sierra Article publié le 19 juin 2007.

Doc 21- « Le castrisme après Fidel Castro : une répétition générale » par Janette Habel Article publié le 29 décembre 2006.

Doc 22- « L'avenir de la révolution cubaine est entre les mains de jeunes pompistes » par Richard Gott Article publié le 2 août 2006.

Doc 23- « L'après Fidel Castro : les enjeux politiques » par Christian Nadeau Article publié le 3 octobre 2006.

Doc 24- « La succession à la tête de la révolution sous le sceau de la continuité » par Jean Castillo Article publié le 2 mars 2007.

Doc 25- « La révolution cubaine à la croisée des chemins » par J. Konrad Article publié le 16 mai 2007.

Doc 26- « La Havane des dernières années de Fidel » par Miguel Otero Article publié le 21 juillet 2006.

Doc 27- « Fidel Castro, le futur de Cuba et les vaines illusions de Washington » par Salim Lamrani Article publié le 24 août 2006.

Doc 28- « Fidel Castro : bilan de la révolution à l'heure des rumeurs sur sa convalescence » par Christian Nadeau Article publié le 4 janvier 2007.

Doc 29- « Cuba : rapide coup d'oeil sur le futur » par Aurelio Alonso Article publié le 10 avril 2007.

Doc 30- « Cuba : la vie n'est pas facile » par Dalia Acosta Article publié le 10 avril 2007.

Doc 31- « Après Fidel » par Raúl Zibechi Article publié le 11 août 2006.

Doc 32- « La fin imprévisible du labyrinthe cubain » par Waldo Fernández Cuenca Article publié le 11 février 2009.

Doc 33- « Cuba : réformistes contre talibans ? » par Pablo Stefanoni Article publié le 4 mai 2009.

Doc 34- « L'Eglise catholique et la « société civile » à Cuba » Philippe Létrillart Centre d'études et de recherches internationales Sciences Po. Les Études du CERI N° 113 - mars 2005.

Doc 35- « L'obsession cubaine de la Maison-Blanche » par Salim Lamrani Article publié le 24 décembre 2007.